



**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
DE LA RÉGION DE GUEBWILLER  
DE LA SÉANCE DU  
9 février 2023**

L'an deux-mille-vingt-trois, le neuf février à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller s'est réuni dans la salle des séances du siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Marcello ROTOLO, Président de la CCRG.

Nombre de Conseillers élus : 41  
Nombre de Conseillers en fonction : 41  
Nombre de Conseillers présents : 36  
Quorum : 21

**Présents :**

Dominique ABADOMA (*entre en séance lors de l'examen du point 2.2*) – Daniel BRAUN – Josiane BRENDER-SYDA – Yves COQUELLE – Hélène CORNEC – Anne DEHESTRU – Christian FACCHIN – Jean-Jacques FISCHER – Patrice FLUCK – Hélène FRANÇOIS-AULLEN – Alain FURSTENBERGER – Jean-Luc GALLIATH – Claudine GRAWAY – Guy HABECKER – Maud HART – Philippe HECKY – Marie-Christine HUMMEL – Marc JUNG – Yann KELLER – Francis KLEITZ – Francis KOHLER – Marianne LOEWERT – Luc MARCK – Roland MARTIN – Angélique MULLER – Claude MULLER – Fleur OURY – Karine PAGLIARULO (*entre en séance lors de l'examen du point 6.2*) – Jean-Pierre PELTIER – Marcello ROTOLO – Sylviane ROTOLO – André SCHLEGEL – Marie-Josée STAENDER – César TOGNI – André WELTY – François WURTZ –

**Ont donné procuration :**

Annie DITTRICH à Fleur OURY – Daniel HINDELANG à Marcello ROTOLO – Aurélie OTTMANN à Dominique ABADOMA (*à compter du point 2.2*) – Karine PAGLIARULO à Francis KLEITZ (*jusqu'au point 6.1*) –

**Absents non excusés :**

Maurice KECH – Grégory STICH –

**Assistaient en outre à la séance :**

Des agents de la CCRG  
La presse locale

**Secrétaires de séance :**

Hélène FRANÇOIS-AULLEN, assistée par Éric GILBERT, Directeur Général des Services de la CCRG

## **Point 6. AIRES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES**

### **6.2- Bilan de la concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Daweid à Issenheim (MD)**

*Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.*

*Vu l'article L311-1 du Code de l'Urbanisme définissant une Zone d'Aménagement Concerté.*

*Vu les articles R311-2 et L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme portant sur les modalités de la concertation préalable à la création d'une ZAC.*

*Vu la délibération du Conseil de Communauté du 11 février 2020 portant sur un projet d'extension de l'Aire d'Activités du Florival et un conventionnement avec la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER).*

*Vu la délibération du Conseil de Communauté du 15 avril 2021 portant :*

- approbation des objectifs poursuivis par le projet et des modalités de la concertation préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique au lieu-dit Daweid à Issenheim*
- lancement des consultations de maîtrise d'œuvre urbaine et d'études environnementales.*

*Vu la délibération du Conseil de Communauté du 8 décembre 2022 portant ouverture d'une procédure de participation du public par voie électronique pour le projet de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Daweid sur la commune d'Issenheim.*

*Considérant le bilan de la concertation préalable présenté par le Vice-Président, joint en annexe 9.*

### **Généralités et rappels**

*Dans le cadre de ses compétences Aménagement de l'espace communautaire pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire et Développement économique, la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller souhaite réaliser une opération d'aménagement à vocation économique située sur la commune d'Issenheim, dans le prolongement de la Zone d'Activités du Florival, qui arrivera prochainement à saturation.*

*Le secteur de l'opération, d'une superficie globale de 37 hectares, situé au lieu-dit Daweid, a été fléché au niveau du SCoT comme Zone d'Activités Économiques de type 1, en tant que site stratégique d'intérêt départemental et régional.*

*Dans cet objectif, la CCRG a procédé à des acquisitions foncières qui lui permettent aujourd'hui de maîtriser 29 hectares de terrains sur les 37 hectares de la zone (cf. délibération du Conseil de Communauté du 11 février 2020).*

*L'opération Daweid a ainsi pour objectifs :*

- De développer l'offre foncière et immobilière à vocation économique de façon à favoriser le maintien et le développement de l'emploi sur son territoire. Elle souhaite pouvoir attirer de nouvelles entreprises et/ou offrir la possibilité à celles déjà implantées sur son ban intercommunal de s'étendre.*
- De valoriser un foncier stratégiquement situé à proximité des axes de communication et situé dans le prolongement d'une zone existante afin de créer des synergies et poursuivre l'urbanisation de manière cohérente.*

*Après analyse des différents outils d'urbanisme opérationnels pertinents pour la réalisation de cette opération, il a été proposé d'engager une procédure de Zone d'Aménagement Concerté.*

### **Définition d'une ZAC et compétence**

La ZAC est un outil d'urbanisme opérationnel global (intégrant à la fois la concertation avec le public, les aspects environnementaux, les travaux d'aménagement, les aspects fiscaux, le financement, la réalisation et la gestion des équipements publics...) suffisamment souple pour permettre les adaptations indispensables à la réalisation d'une zone d'activités de cette importance dans le temps.

De plus, la maîtrise foncière totale n'est pas nécessaire pour pouvoir lancer l'opération.

La ZAC est définie à l'article L311-1 du Code de l'Urbanisme comme des « zones à l'intérieur desquelles une collectivité publique ou un établissement public y ayant vocation décide d'intervenir pour réaliser ou faire réaliser l'aménagement et l'équipement des terrains, notamment de ceux que cette collectivité ou cet établissement a acquis ou acquerra en vue de les céder ou de les concéder ultérieurement à des utilisateurs publics ou privés. Le périmètre et le programme de la Zone d'Aménagement Concerté sont approuvés par délibération du Conseil Municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans les conditions prévues par décret en Conseil d'État, en application de l'article L151-7-2 [...] ».

La réalisation de cette opération nécessitera de modifier le PLU et d'obtenir une autorisation environnementale.

La CCRG est compétente pour prendre l'initiative de créer une ZAC (article R311-1 du Code de l'Urbanisme), constituer et approuver le dossier de création de ZAC.

Les statuts de la CCRG comportent en effet le libellé suivant : « Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) d'intérêt communautaire : sont d'intérêt communautaire les ZAC à vocation économique ».

### **Organisation d'une concertation préalable**

Conformément aux articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme : « Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées [...] la création d'une Zone d'Aménagement Concerté ».

À ce titre, la CCRG a délibéré, le 15 avril 2021, sur les objectifs poursuivis de l'opération tels que rappelés ci-après, engagé la concertation du préalable à la création de la ZAC et en a défini les modalités.

La concertation préalable s'est déroulée du 15 avril 2021 au 28 décembre 2022 et a eu pour objectifs :

- de permettre aux personnes intéressées (habitants, associations locales, autres personnes intéressées) d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions légales et réglementaires
- de formuler des observations et propositions relatives à l'opération sur la base des éléments produits par la CCRG (études de maîtrise d'œuvre urbaine, études environnementales, projet de périmètre, projet de dossier de création de ZAC...)

ceci avant que le projet ne soit arrêté dans sa nature et ses options essentielles et que ne soient pris l'acte de création de la ZAC.

Les modalités de la concertation ont été fixées comme suit :

- Organisation de deux réunions publiques (le 28 février 2022 et le 13 décembre 2022 au siège de la CCRG) permettant notamment de présenter les résultats des études préalables. Celles-ci étaient ouvertes à tous, et notamment aux habitants de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller ainsi qu'aux professionnels du monde économique et du monde agricole. Ces réunions publiques ont été annoncées a minima par voie de presse et par affichage au siège de la Communauté de Communes ainsi qu'en Mairie d'Issenheim. Un compte rendu de chaque réunion publique visant à reproduire les questions essentielles posées et les réponses apportées a été établi.
- Affichage de panneaux d'information et mise à disposition du dossier de création de la ZAC au siège de la CCRG ainsi que sur son site Internet.
- Mise à disposition du dossier de consultation et d'un registre papier au siège de la CCRG et en Mairie d'Issenheim, aux horaires d'ouverture de ces collectivités, permettant de recueillir les observations du public. Les observations ont pu également être formulées par courrier simple ou électronique adressé au Président de la Communauté de Communes, aux adresses suivantes : 1 rue des Malgré-Nous – 68500 Guebwiller ou [urbanisme@cc-guebwiller.fr](mailto:urbanisme@cc-guebwiller.fr). Un formulaire électronique disponible sur le site Internet de la CCRG a permis également de recueillir les observations du public.

Il est ici rappelé qu'il a été précisé dans ladite délibération que pour être prises en compte, les observations du public devaient être déposées au plus tard quinze jours après la dernière réunion publique. La dernière réunion publique s'étant déroulée le 13 décembre 2022, le public avait en principe jusqu'au 28 décembre 2022 pour formuler ses éventuelles observations.

### **Bilan de la concertation préalable**

Conformément à l'article L103-6 du Code de l'Urbanisme, la concertation étant arrivée à son terme, un bilan doit être arrêté.

Le bilan de la concertation est ainsi joint en annexe 9.

Celui-ci comprend le contexte de l'opération dans lequel s'est intégrée la concertation, les objectifs et modalités de la concertation, sa mise en œuvre, la synthèse des sujets évoqués, des observations émises, des réponses apportées ainsi que les motifs de la décision de poursuivre la création de la ZAC.

Sont toutefois ici reportés les thèmes principaux abordés et ce qu'il faut en retenir :

- Une étude approfondie des espaces libres, friches, dents creuses, terrains à vocation économique a été réalisée dans le cadre de l'étude d'impact et permet de constater que le territoire ne dispose pas des ressources nécessaires pour répondre aux besoins des entreprises.
- La réduction du périmètre initial de ZAC, fixée par le SCoT à 38,5 hectares et réduit à 29 hectares en raison des impacts sur les zones humides et de manière à préserver des terres agricoles non encore acquises par la CCRG. Dans cette logique de limitation des impacts sur les zones à enjeux, le plan a évolué pour éviter des surfaces de zones humides et réaliser des mesures de compensation pour atteindre une équivalence fonctionnelle à l'échelle du projet. La surface aménagée finale est de 20,8 hectares.
- Une étude préalable agricole a été réalisée dans le cadre de la création de la ZAC ; le diagnostic posé a permis le calcul d'une compensation financière collective qui sera versée par la CCRG pour soutenir des projets portés par la filière agricole locale.

- La question des transports a été abordée et le projet a été conçu de manière à ne générer aucun trafic de transit de poids lourds dans les communes voisines. L'accès se fera prioritairement par un giratoire à créer (par la CeA sur la RD 430). Les itinéraires modes doux ont été ajustés pour répondre aux interrogations et permettre la traversée du projet, de jour comme de nuit, sur des itinéraires sécurisés.
- La question de l'insertion paysagère a été abordée par un projet paysager qui prévoit un recul important des bâtiments par rapport à la RD 83 voisine et la plantation d'une haie en limite de zone pour créer un premier filtre végétal. De nombreuses dispositions environnementales visant à réglementer le type d'activités qui s'installeront ainsi que la réalisation de bâtiments plus vertueux seront rédigées dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU d'Issenheim et dans les Cahiers de Charges de Cession de Terrain et ses annexes.

Il ressort du bilan annexé à la présente délibération que le nombre et la nature des observations émises sont révélateurs d'une concertation ayant permis au plus grand nombre de s'exprimer, conformément à l'esprit des textes.

Aussi, le profil varié des participants démontre que l'information a bien circulé.

La CCRG s'est efforcée de répondre au mieux aux interrogations et aux critiques formulées à l'égard du projet au cours de la concertation.

Elles étaient certes légitimes mais, compte tenu des réponses apportées, elles n'apparaissent pas comme étant de nature à remettre en cause la poursuite du projet afin d'atteindre les objectifs de la CCRG en matière de développement économique et donc d'attractivité du territoire.

Conformément à la réglementation en vigueur, l'extrait de la présente délibération sera publié sur le site Internet de la CCRG et librement consultable, sans limitation de durée.

La commune d'Issenheim est également invitée à délibérer sur le bilan de la concertation.

Le Bureau, réuni le 24 janvier 2023, a émis un avis favorable.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé au Conseil de Communauté :

- d'arrêter et d'approuver le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC Daweid à Issenheim figurant en annexe
- de décider de poursuivre la mise en œuvre du projet et de finaliser le dossier de création de ZAC sur la base des objectifs et principes d'aménagement tels qu'ils ont été présentés après avoir été enrichis par la concertation
- d'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération
- d'inviter la commune d'Issenheim à délibérer sur le bilan de la présente concertation.

Madame Karine Pagliarulo entre en séance au cours de ce point.

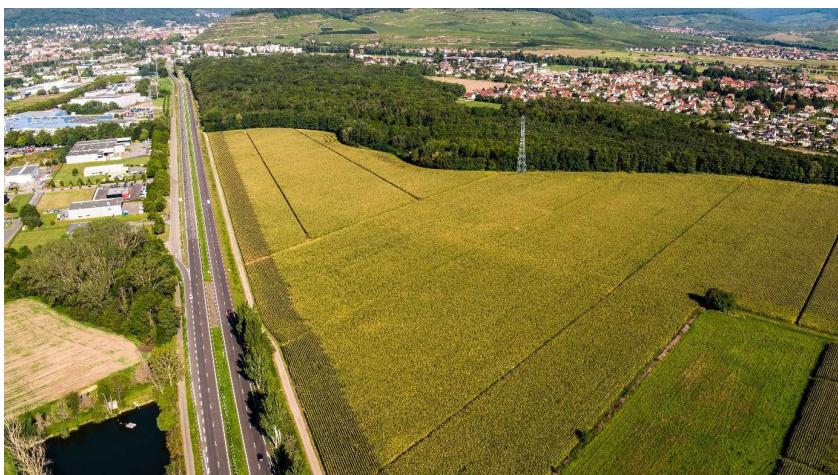
**Ce point est adopté dont trois procurations – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Aurélie Ottmann –, moins quatre abstentions – Hélène François-Aullen – Christian Facchin – Philippe Hecky – Francis Kohler –.**



Signé et publié sur le site Internet de la CCRG le 20 février 2023  
Le Président de la CCRG, Marcello Rotolo  
La Secrétaire de séance, Hélène François-Aullen



# Rapport tirant le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC « Daweid » à Issenheim



## I. Contexte de l'opération

Dans le cadre de ses compétences *Aménagement de l'espace communautaire pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire et Développement économique*, la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller souhaite réaliser une opération d'aménagement à vocation économique située sur la commune d'Issenheim, dans le prolongement de la Zone d'Activités du Florival qui arrivera prochainement à saturation.

Le secteur de l'opération, d'une superficie globale de 37 hectares, situé au lieu-dit Daweid, a été fléché au niveau du SCOT comme ZAE de type 1, en tant que site stratégique d'intérêt départemental et régional.

Dans cet objectif, la CCRG a procédé à des acquisitions foncières qui lui permettent aujourd'hui de maîtriser 29 hectares de terrains sur les 37 hectares de la zone identifiée au SCOT (*cf délibération du Conseil de Communauté du 11 février 2020*).

L'opération Daweid a ainsi pour objectifs :

- de développer l'offre foncière et immobilière à vocation économique de façon à favoriser le maintien et le développement de l'emploi sur son territoire. Elle souhaite pouvoir attirer de nouvelles entreprises et/ou offrir la possibilité à celles déjà implantées sur son ban intercommunal de s'étendre
- de valoriser un foncier stratégiquement situé à proximité des axes de communication et situé dans le prolongement d'une zone existante afin de créer des synergies et poursuivre l'urbanisation de manière cohérente.

Après analyse des différents outils d'urbanisme opérationnels pertinents pour la réalisation de cette opération, il a été proposé d'engager une procédure de Zone d'Aménagement Concerté. En effet, la ZAC est un outil d'urbanisme opérationnel global (intégrant à la fois la concertation avec le public, les aspects environnementaux, les travaux d'aménagement, les aspects fiscaux, le financement, la réalisation et la gestion des équipements publics...) suffisamment souple pour permettre les adaptations indispensables à la réalisation d'une zone d'activités de cette importance dans le temps.

De plus, la maîtrise foncière totale n'est pas nécessaire pour pouvoir lancer l'opération.

La ZAC est définie à l'article L311-1 du Code de l'Urbanisme comme des « zones à l'intérieur desquelles une collectivité publique ou un établissement public y ayant vocation décide d'intervenir pour réaliser ou faire réaliser l'aménagement et l'équipement des terrains, notamment de ceux que cette collectivité ou cet établissement a acquis ou acquerra en vue de les céder ou de les concéder ultérieurement à des utilisateurs publics ou privés.

*Le périmètre et le programme de la zone d'aménagement concerté sont approuvés par délibération du Conseil Municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans les conditions prévues par décret en Conseil d'État, en application de l'article L151-7-2 [...] »*

La réalisation de cette opération nécessitera de modifier le PLU et d'obtenir une autorisation environnementale.

La CCRG est compétente pour prendre l'initiative de créer une ZAC (*article R311-1 du Code de l'Urbanisme*), constituer et approuver le dossier de création de ZAC.

En vertu des articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, dans leur rédaction actuellement en vigueur, « Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du

*projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées [...] la création d'une zone d'aménagement concerté. »*

À ce titre, la CCRG a délibéré le 15 avril 2021 sur les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation.

## II. Objectifs et modalités de concertation

La concertation préalable a pour objectifs :

- de permettre aux personnes intéressées (habitants, associations locales, autres personnes intéressées) d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions légales et réglementaires
- de formuler des observations et propositions relatives à l'opération sur la base des éléments produits par la CCRG (études de Maîtrise d'œuvre urbaine, études environnementales, projet de périmètre, projet de dossier de création de ZAC...)

Avant que le projet ne soit arrêté dans sa nature et ses options essentielles et que ne soient pris les actes conduisant à la réalisation effective de l'opération d'aménagement.

Le projet étant par ailleurs soumis, compte tenu de sa taille, à une étude d'impact, cette dernière ainsi que les différents avis émis seront mis à la disposition du public par voie électronique également avant toute prise de décision quant à la création de la ZAC, conformément aux articles L123-19 et suivants du Code de l'Environnement.

### Modalités de la concertation

Compte tenu des enjeux de l'opération, les modalités de concertation suivantes ont été approuvées, étant précisé que la concertation a été initiée suite à la délibération sus évoquée prise en sa séance du 15 avril 2021 et s'est achevée quinze jours après la dernière réunion publique :

- Organisation de deux réunions publiques permettant notamment de présenter les résultats des études préalables. Celles-ci étaient ouvertes à tous, et notamment aux habitants de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller ainsi qu'aux professionnels du monde économique et du monde agricole. Ces réunions publiques ont été annoncées a minima par voie de presse et par affichage au siège de la Communauté de Communes ainsi qu'en Mairie d'Issenheim. Un compte rendu de chaque réunion publique visant à reproduire les questions essentielles posées et les réponses apportées a été établi.
- Affichage de panneaux d'information et mise à disposition du dossier de création de la ZAC au siège de la CCRG ainsi que sur son site Internet.
- Mise à disposition du dossier de consultation et d'un registre papier au siège de la CCRG et en Mairie d'Issenheim aux horaires d'ouverture de ces collectivités, permettant de recueillir les observations du public. Les observations ont pu également être formulées par courrier simple ou électronique adressé au Président de la Communauté de Communes, à l'adresse suivante (1 rue des Malgré-Nous – 68502 Guebwiller Cedex – [urbanisme@cc-guebwiller.fr](mailto:urbanisme@cc-guebwiller.fr)). Un formulaire électronique disponible sur le site Internet de la CCRG a permis également de recueillir les observations du public.
- Il est ici rappelé qu'il a été précisé dans ladite délibération que pour être prises en compte, les observations du public devaient être déposées au plus tard quinze jours après la dernière réunion publique. La dernière réunion publique s'étant déroulée le 13 décembre 2022, le public avait en principe jusqu'au 28 décembre 2022 pour formuler ses éventuelles observations.

## III. Mise en œuvre de la concertation préalable et participation

### A. Organisation de deux réunions publiques

Une première réunion publique a été organisée le 28 février 2022 au siège de la CCRG. Une annonce est parue le jeudi 17 février 2022 dans les éditions départementales des DNA et de l'Alsace et sur le site internet de la CCRG (<https://www.cc-guebwiller.fr/>). Elle était également consultable en mairie d'Issenheim et au siège de la CCRG.

Le journal l'Alsace a également publié un article dans les pages locales pour annoncer la tenue de cette réunion (voir ci-contre).

**Guebwiller**

### Réunion publique sur le projet de ZAC Daweid

L'Alsace - 17 févr. 2022 à 16:10 | mis à jour le 17 févr. 2022 à 16:12 - Temps de lecture : 1 min

La CCRG (Communauté de communes de la région de Guebwiller) porte le projet de création d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) à vocation économique au lieu-dit **Daweid** à Issenheim.

Une réunion publique portant sur l'avancée des études est programmée lundi 28 février, de 17 h 30 à 19 h 30, au siège de la CCRG, 1 rue des Malgré-Nous à Guebwiller.

Cette réunion permettra aux personnes intéressées d'accéder aux informations relatives au projet, et de formuler des observations et propositions relatives à l'opération sur la base des éléments produits.

La réunion est ouverte à tous, mais en raison des mesures sanitaires, une jauge a été fixée à 40 personnes dans la salle (accueil en fonction de l'ordre d'arrivée) et le port du masque est obligatoire. Des panneaux explicatifs se rapportant au projet seront consultables au siège de la CCRG et à la mairie d'Issenheim après la réunion. Les renseignements sur le projet sont également consultables sur le site [www.cc-guebwiller.fr](http://www.cc-guebwiller.fr)

L'ordre du jour était le suivant :

- Pourquoi une ZAC
- Localisation du projet
- Le projet dans les documents d'urbanisme
- La maîtrise foncière
- Les contraintes d'aménagement au regard de l'état initial
- Les solutions envisagées
- Vos questions et propositions
- Comment participer et donner votre avis

Le support de présentation ainsi que le compte-rendu sont disponibles en annexe 1 et 2. Cette réunion a réuni 20 personnes, habitants des villages voisins, représentants d'association ou d'organisations professionnelles, agriculteurs,....



Une seconde réunion publique a été organisée le 13 décembre 2022 au siège de la CCRG. Une annonce est parue le vendredi 2 décembre 2022 dans les éditions départementales des DNA et de l'Alsace (voir ci-contre) et sur le site internet de la CCRG (<https://www.cc-guebwiller.fr/>). Elle était également consultable en mairie d'Issenheim et au siège de la CCRG.



L'ordre du jour était le suivant :

- Rappel des solutions d'aménagement présentées lors de la réunion de concertation du 28 février 2022
- Evolution du projet pour éviter, réduire et compenser les impacts environnementaux
- Principaux enjeux et avis de l'Autorité Environnementale
- Vos questions et propositions
- Comment participer et donner votre avis

Le support de présentation ainsi que le compte-rendu sont disponibles en annexe 3 et 4. Cette réunion a réuni 16 personnes.



## B. Affichage de panneaux d'information et mise à disposition du dossier de création

Des panneaux d'information ont été mis en place à l'issue de la première réunion publique dans le hall du siège de la CCRG, ainsi qu'en mairie d'Issenheim.



## C. Mise en place des registres papiers et numériques

Des registres papier ont été mis en place au siège de la CCRG et en mairie d'Issenheim et comptabilisent 0 contributions.

Un registre numérique était accessible à l'adresse <https://www.cc-guebwiller.fr/concertations/>

Il comptabilise 27 contributions déposées entre le 07/11/21 et le 26/12/2022. Le détail de ces contributions est disponible en annexe 5.

En synthèse les avis sont les suivants, les réponses ont été apportées lors des réunions publiques dont les comptes-rendus sont annexés au présent dossier :

### Le 07/11/21 Contribution de Mellinger Pauline :

- Interrogations sur le bienfondé du développement d'une zone industrielle dans un contexte d'urgence du changement climatique, de la dramatique chute de la biodiversité et du besoin impérieux d'être autonome au niveau alimentaire.

### Le 07/11/21 Contribution de Martin Limouzin :

- Remarque concernant la disparition d'un nombre croissant d'espèces à cause de la destruction de leur lieu de vie et donc désaccord avec la consommation de terrains naturels ou agricoles.

**Le 09/11/21 Contribution de Eric Thoumelin (ADIRA) :**

- Constat sur la pénurie de foncier économique disponible malgré des efforts ces dernières années pour combler les dents creuses et optimiser l'espace, notamment par la reconquête de friches. Dans ce contexte de pénurie de fonciers pour l'implantation de PME et de projets industriels, le site retenu est particulièrement bien choisi, éloigné des habitations et à proximité immédiate d'une voirie structurante.

**Le 17/11/21 Contribution de Frédérique Bragard :**

- Ce projet ne s'inscrit pas dans les préconisations actuelles concernant l'environnement. Il se base sur un SCOT de 2016 ne prenant pas en compte les enjeux climatiques actuels, ni l'objectif de Zéro Artificialisation Nette. Ce projet conduit à détruire des terres agricoles qui diminuent la capacité de production alimentaire. Le Florival est une vallée touristique. Enticher son entrée ne fera que l'enlaidir. Doute émis sur la création effective d'emplois. La création de la ZAC conduira à augmenter les émissions de CO<sub>2</sub> et de polluants atmosphériques, générera des nuisances sonores, fragilisera la faune et la flore et induira de nouveaux risques pour les habitants.

**Le 18/11/2021 Contribution de Ludovic Cimetière :**

- La Surface Agricole Utile de la CCRG est de moins de 1000m<sup>2</sup> par habitants contre 4000m<sup>2</sup>/ par habitants nécessaires pour nourrir la population, soit un risque d'accès à des aliments produits ailleurs en cas de « choc ». Les scientifiques du GIEC indique qu'une augmentation de 2 degrés par rapport à l'ère préindustrielle constituerait une instabilité alimentaire mondiale, les deux degrés seront atteints entre 2040 et 2050. La mise en œuvre d'une ZAC rendra tout retour en arrière irréversible. Il faudrait se placer dans une logique de bénéfice à long terme plutôt qu'à court terme.

**Le 22/11/21 Contribution de Guarelle Selma :**

- Comment garantir que les entreprises qui s'installeront sur cette zone recruteront sur le territoire de la CCRG ?

**Le 22/11/21 Contribution de Frank Patrick :**

- Désaccord avec une politique d'artificialisation des sols cultivables. Non-sens d'utiliser des terres agricoles ou cultivables dans un monde à bout de souffle.

**Le 22/11/21 Contribution de Carvalho Françoise :**

- Il faut penser biodiversité et non pas toujours rentabilité économique. Réhabilitons les zones oubliées avant de vouloir en créer de nouvelles.

**Le 22/11/21 Contribution de Odile Kritter :**

- L'argument de pérennisation de l'emploi est irrecevable dans le contexte actuel. De multiples alternatives pour un développement sont possibles comme les friches à l'abandon. La non-bétonisation doit être une priorité absolue. Il faut prioriser la redynamisation des centres

bourgs. L'installation de maraichers et petits producteurs permettraient de créer également des emplois.

**Le 22/11/21 Contribution de Grandidier Jean-Louis :**

- Projet en opposition total avec la résilience alimentaire, la résilience climatique et l'artificialisation des sols, un non-sens total et en opposition avec les recommandations du Giec et des spécialistes du climat. .

**Le 23/11/21 Contribution de Calvat Cybèle :**

- Non à la bétonisation des terres agricoles dans un contexte de changement climatique, de raréfaction des espèces et de disparition des terres agricoles.

**Le 25/11/21 Contribution de Bock Josué :**

- Opposition au projet qui ne prévoit pas de compensation environnementale pour contrebalancer l'artificialisation d'une surface importante (47 hectares)

**Le 26/11/21 Contribution de Brégeard Claire :**

- Non à l'artificialisation des terres, projet anachronique face aux enjeux climatiques et environnementaux actuels

**Le 26/11/21 Contribution de Catherine Tavernier :**

- Nous devrions faire tout notre possible pour garder nos agriculteurs locaux et non leur enlever leur "outil" de travail ! C'est eux qui nous nourrissent !

**Le 27/11/21 Contribution de Wahringer Lucien :**

- Où allez-vous arrêter la bétonisation de notre beau « Florival », vallée des fleurs. Quel héritage laissons-nous à nos enfants en détruisant les terres agricoles qui nous nourrissent, en détruisant le pommier vert qui nous permet de respirer ?

**Le 27/11/21 Contribution de De Simone Corentin :**

- L'attractivité économique peut être assurée sans avoir à détruire de nouvelles terres agricoles qui malgré les pesticides constituent des espaces moins stériles que le béton. Les champs auront un rôle accru pour assurer la résilience alimentaire. Les parcelles concernées pourraient passer en bio. En colère contre une logique économique s'effectuant au détriment du vivant et selon des notions d'emplois et d'attractivité uniquement.

**Le 28/11/21 Contribution de Metz-Fallourd Chantal :**

- Les friches industrielles devraient être en priorité réinvesties. Le projet serait vraiment innovant si vous innoviez dans votre manière de revivifier le territoire en maîtrisant autrement l'impact global ; en réduisant les friches, en réorientant les déplacements et en finissant avec ses zones d'entrées d'agglomération qui ont défiguré nos paysages.

**Le 29/11/21 Contribution de Philippe Gwladys :**

- Il y a des bâtiments vacants à réhabiliter sur la zone artisanale. Les terres agricoles sont détruites de façon irrémédiable, c'est un bien précieux.

**Le 29/11/21 Contribution de Ressel Mélanie :**

- Alors que nous constatons une perte de la biodiversité, vous réduisez encore le peu d'espace qu'il reste aux animaux sauvages. La pollution ne fait que s'accroître et un tel projet ne va que l'augmenter.

**Le 29/11/21 Contribution de Wildy Brigitte :**

- A la lecture des statistiques INSEE, le taux de chômage de la CCRG est de 12% et celui de pauvreté de 10% sur la CCRG, il est urgent d'engager des mesures attractives pour l'implantation de nouvelles entreprises à proximité du pôle urbain. Le site Daweid est donc idéalement situé.

**Le 29/11/21 Contribution de Lambert Paul :**

- De nombreuses entreprises ne peuvent pas s'implanter sur le territoire de la CCRG par manque de foncier à vocation économique disponible. La réalisation de la zone DAWEID permettra à nos habitants de vivre et de travailler ici.

**Le 30/11/21 Contribution de Kuentz André :**

- Il y a suffisamment de friches industrielles, la plaine d'Alsace est une zone industrielle. Le projet nuira à la biodiversité et les compensations environnementales seront bien sûr ridicules.

**Le 08/12/21 Contribution de Alsace Nature Florival :**

- L'association s'oppose à toute forme d'artificialisation du site agricole du Daweid. Demande de sanctuarisation de tous les espaces naturels et agricoles de la CCRG afin de préserver les capacités d'infiltration des sols, de favoriser la fixation du carbone, d'éviter l'augmentation des pénétrations automobiles et des divers pollutions, de favoriser le retour de la biodiversité et de préserver la qualité paysagère de la vallée. L'urbanisation du site est en contradiction avec le rapport du GIEC et avec les préconisations de la loi Climat et Résilience de 2021. Soutien aux travaux de la commission « Résilience alimentaire » du PETR Pays Rhin Vignoble Grand-Ballon qui encouragent l'autonomie alimentaire en circuits courts. L'intérêt général du territoire, de la Nature, de la Planète et de l'avenir des jeunes générations doit rester la priorité absolue de la CCRG.

**Le 10/12/21 Contribution de Association VAL :**

- L'association a exprimé à l'unanimité son opposition au projet d'urbanisation des terrains agricoles du Daweid. Demande solennellement que la prise en compte des menaces écologiques soit mise au cœur de toutes les priorités.

**Le 13/12/21 Contribution de Buecher Brian :**

- Le territoire a subi la désindustrialisation au cours des 30 dernières années et n'est plus en mesure d'accueillir de nouvelles entreprises. La zone Daweid est nécessaire pour enrayer la paupérisation du secteur de Guebwiller.

**Le 13/12/21 Contribution de Gabrichidze Audrey :**

- D'autres pôles alentours sont attractifs pour les emplois qualifiés des secteurs technologiques mais les habitants du territoire de la CCRG souhaitent y rester pour sa qualité de vie. Il est urgent de redevenir attractif pour les entreprises afin de relocaliser les emplois sur le territoire.

**Le 26/12/21 Contribution de Ludovic Cimetière :**

- Les habitants de notre communauté de commune seront soumis dans les années et décennies à venir à différents chocs :
  - Chocs liés au dérèglement du climat
  - Chocs liés à la tension sur les énergies
  - Chocs économiques et sociaux induits par les 2 points précédents

La résilience alimentaire pourrait être essentielle pour faire face aux conséquences de ces chocs. Les risques qui pourraient peser sur les entreprises qui s'installeront ont-ils été quantifiés ?

La proposition est de laisser à la zone Daweid sa vocation agricole mais en l'orientant vers une production qui bénéficierait directement aux habitants du territoire. Il y a des co-bénéfices à creuser avec des acteurs du territoire pour induire une vraie dynamique territoriale.

**D. Courriers de concertation**

Le grand public a également pu participer par courrier papier à la concertation. Si les courriers ne mentionnaient pas tous explicitement leur contribution à la concertation, la collectivité a fait le choix de les y inclure. L'ensemble des courriers est consultable en annexe 6.

À ce titre, la CCRG a été destinataire de 5 courriers :

- Alsace Nature, le 12/04/2021
- Florival en Transition, Alternatiba et Alsace Nature, le 14/04/2021
- Collectif « Action Climat Florival », le 02/12/2021
- Florival en Transition, Alternatiba, le 06/05/2022
- Alsace Nature, le 28/11/2022

**IV. Bilan de la concertation**

La concertation préalable à la création de la ZAC DAWEID, au titre des articles L103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, qui s'est déroulée tout au long des phases d'élaboration du projet, de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine à la validation de l'avant-projet a permis de faire évoluer le projet en tenant compte des remarques formulées à travers les différents moyens mis en place par la CCRG. L'ensemble des réponses apportées aux questions soulevées durant ces deux réunions publiques ainsi que la manière dont les observations ont pu être prises en compte ont été retranscrites dans les comptes-rendus joints au présent rapport.

Il est par ailleurs précisé que de nombreuses remarques trouvent également des réponses dans l'étude d'impact et le dossier de création de ZAC qui seront mis à disposition du public par voie électronique du 13 février 2023 au 14 mars 2023 dans le cadre de l'évaluation environnementale réalisée en vue de la création de la ZAC. Ainsi, le public pourra continuer d'émettre des observations sur ces pièces et plus largement sur la poursuite du projet. Les observations et propositions recueillis seront prises en considération au moment de la décision d'approbation du dossier de création de ZAC. Les modalités de cette mise à disposition ont été approuvées par délibération en date du 09/12/2022.

Les principaux sujets évoqués lors de la concertation sont résumés ici :

- Une étude approfondie des espaces libres, friches, dents creuses, terrains à vocation économique a été réalisée dans le cadre de l'étude d'impact et permet de constater que le territoire ne dispose pas des ressources nécessaires pour répondre aux besoins des entreprises.
- La réduction du périmètre initial de ZAC ; fixé par le SCOT à 38.5 ha et réduit à 29 ha en raison des impacts sur les zones humides et de manière à préserver des terres agricoles non encore acquises par la CCRG. Dans cette logique de limitation des impacts sur les zones à enjeux, le plan a évolué pour éviter des surfaces de zones humides et réaliser des mesures de compensation pour atteindre une équivalence fonctionnelle à l'échelle du projet. La surface qui fera l'objet d'aménagement de voirie ou de construction de bâtiment est finalement réduite à 20,8 ha.
- Une étude préalable agricole est réalisée dans le cadre de la création de la ZAC, le diagnostic posé a permis le calcul d'une compensation financière collective qui sera versée par la CCRG pour soutenir des projets portés par la filière agricole locale.
- La question des transports a été abordée et le projet a été conçu de manière à ne générer aucun trafic de transit poids-lourds dans les communes voisines. L'accès se fera prioritairement par un giratoire à créer (par la CeA sur la RD430). Les itinéraires modes doux ont été ajustés pour répondre aux interrogations et permettre la traversée du projet de jour comme de nuit sur des itinéraires sécurisés.
- La question de l'insertion paysagère a été abordée par un projet paysager qui prévoit un recul important des bâtiments par rapport à la RD 83 voisine et la plantation d'une haie en limite de zone pour créer un premier filtre végétal.
- De nombreuses dispositions environnementales visant à réglementer le type d'activités qui s'installeront ainsi que la réalisation de bâtiments plus vertueux seront rédigées dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU d'Issenheim et dans les Cahiers de Charges de Cession de Terrain et ses annexes.

Le nombre et la nature des observations est révélateur d'une concertation ayant permis au plus grand nombre de s'exprimer, conformément à l'esprit des textes. La CCRG s'est efforcée de répondre aux interrogations et aux critiques formulées à l'égard du projet lors des réunions de concertation dont les transcriptions sont disponibles en annexe. Néanmoins, considérant qu'elles ne sont pas de nature à remettre en cause la poursuite du projet afin d'atteindre les objectifs de la CCRG en matière de développement économique et donc d'attractivité du territoire, la CCRG indique vouloir poursuivre le projet et intégrera les remarques formulées dans sa réflexion pour les prochaines étapes à venir, constitution du dossier de réalisation de ZAC, demande d'autorisation environnementale et mise en compatibilité du PLU d'Issenheim.

#### Annexes

- **Annexe 1 : Support de présentation de la réunion publique n°1 du 28/02/2022**
- **Annexe 2 : Compte-rendu de la réunion publique n°1 du 28/02/2022**
- **Annexe 3 : Support de présentation de la réunion publique n°2 du 13/12/2022**
- **Annexe 4 : Compte-rendu de la réunion publique n°2 du 13/12/2022**
- **Annexe 5 : Tableau des contributions versées sur le site internet de la CCRG**
- **Annexe 6 : Courriers de contribution**

## RÉUNION DE CONCERTATION DU 28 FÉVRIER 2022



28 février 2022

2

### ORDRE DU JOUR

- Pourquoi une ZAC ?
- Localisation du projet
- Le projet dans les documents d'urbanisme
- La maîtrise foncière
- Les contraintes d'aménagement au regard de l'état initial
- Les solutions envisagées
- Vos questions et propositions
- Comment participer et donner votre avis ?

28 février 2022

## Pourquoi une ZAC ?

**La région de Guebwiller et ses vallées se sont développées grâce à l'industrie.**

Beaucoup d'industries ont quitté le territoire avec pour conséquences :

- Une augmentation du chômage (Taux de chômage de 14,3% contre 12,6% en moyenne dans le Haut-Rhin - Pôle Emploi à fin mars 2021) ;
- Un accroissement des déplacements automobiles domicile-travail (58 % des actifs quittent le territoire tous les jours pour travailler – INSEE 2015) ;
- L'apparition de friches industrielles, dans les vallées, éloignées des axes de communication et inadaptées aux industries d'aujourd'hui ;
- Plus récemment, une baisse de la population et une augmentation du nombre de logements vacants.

**Pour enrayer cette dynamique il faut à nouveau attirer l'emploi sur le territoire.**

La réindustrialisation du territoire national est **un objectif d'intérêt général**. Il suppose de développer une nouvelle offre foncière constituée de **grands terrains, facilement accessibles, à proximité d'un pôle urbain** offrant une main-d'œuvre qualifiée et les services attendus par les entreprises.

Les nombreux contacts avec des industriels et des PME attestent d'un besoin urgent en raison de la rareté des parcelles cessibles de grande taille dans les zones d'activités existantes.

**La situation de la zone du DAWOID est stratégique**, à proximité des axes de communication et dans le prolongement de l'Aire d'Activités du Florival. Les synergies entre entreprises seront facilitées.

La future zone d'activités est prévue par le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT).

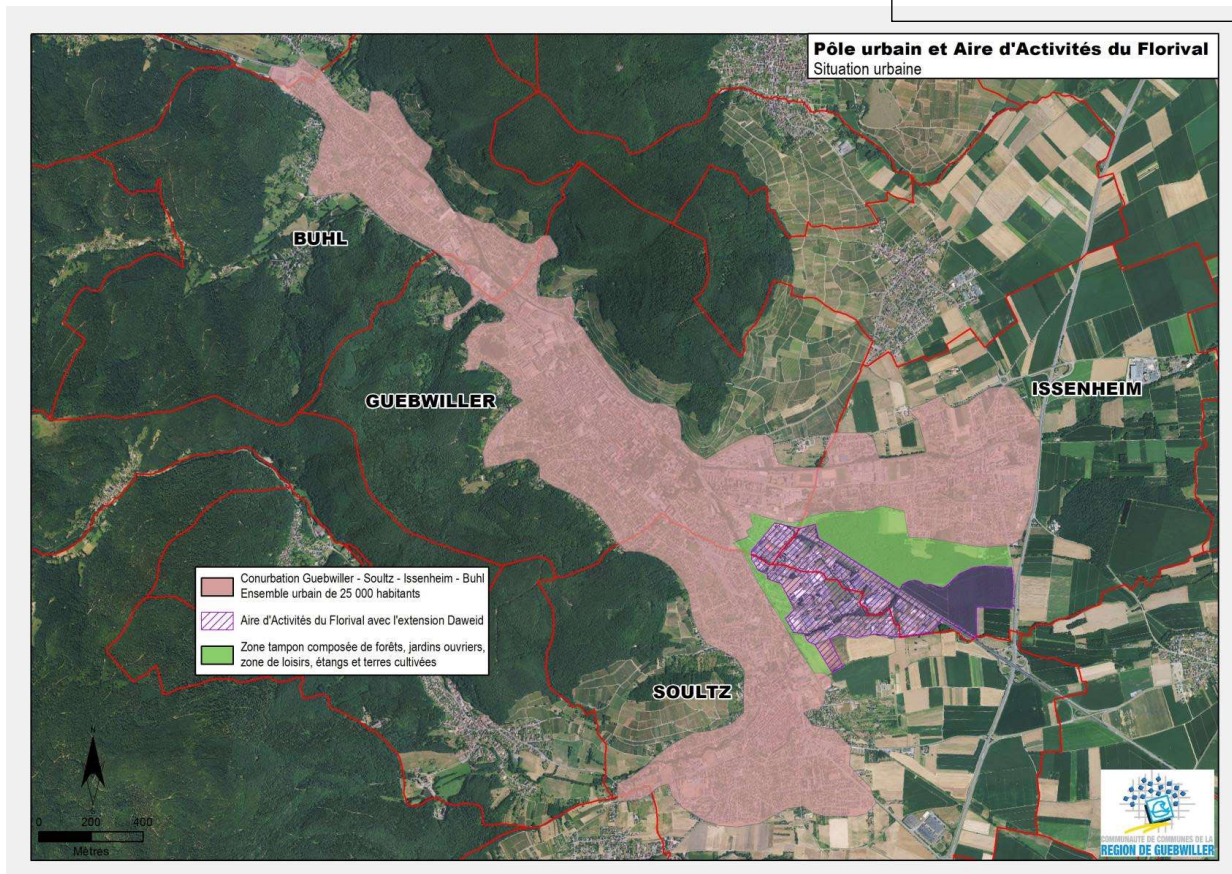
La CCRG maîtrise l'essentiel du foncier nécessaire.

## Pourquoi une ZAC ?

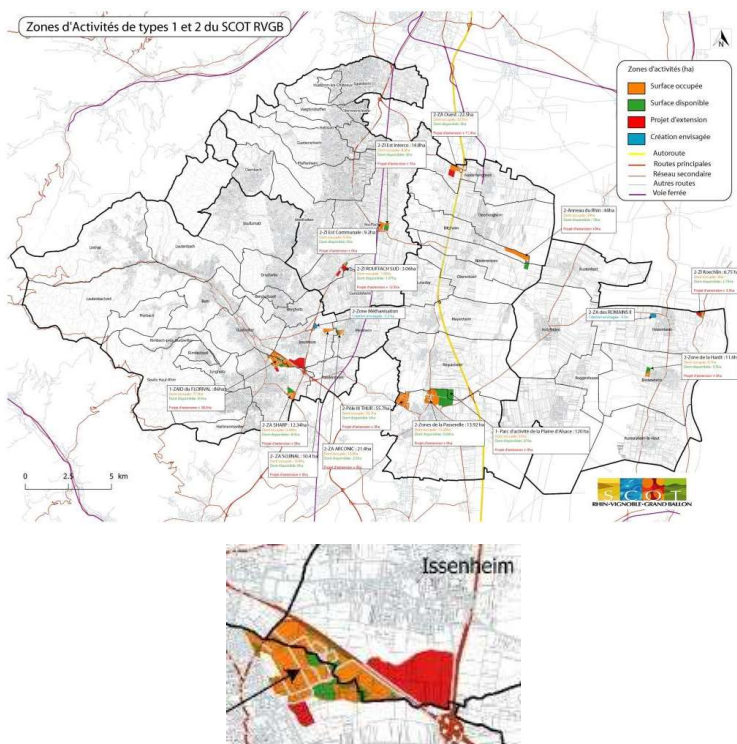
**La procédure de Zone d'Aménagement Concerté est mise en oeuvre par la CCRG.**

**Elle permet de définir des prescriptions pour que les nouvelles constructions s'intègrent dans le site et dans le paysage de l'entrée de la vallée.**

- Le dossier de création déterminera le périmètre de la ZAC et comprendra notamment une étude d'impact ;
- Le dossier de réalisation comprendra le Programme des équipements publics. Il sera complété par un Cahier des prescriptions architecturales, urbaines, paysagères et environnementales et un Cahier des charges de cession des terrains.



## Le projet dans les documents d'urbanisme

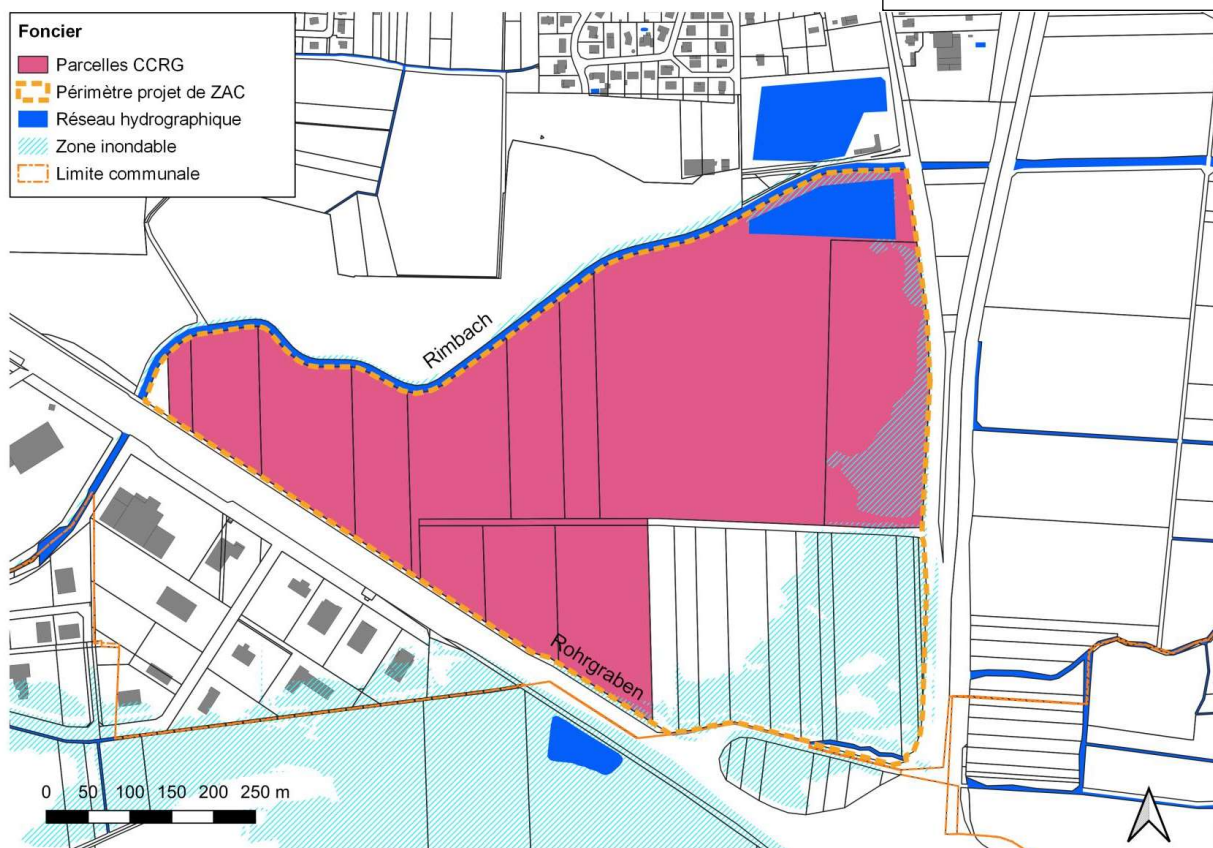


### Le SCOT :

- Le SCoT Rhin Vignoble Grand Ballon, approuvé le 14 décembre 2016, prévoit expressément une possibilité d'extension de l'Aire d'activités du Florival **sur les 37 ha de la zone du Daweid** (carte page 66 du DOO) ;
- Zone stratégique de type 1, elle s'adresse à des entreprises « locomotives » à **fort rayonnement, ou à forte valeur ajoutée, et à nombre d'emplois importants** (industrie, logistique, commerces et services d'accompagnement) **peu compatibles avec une implantation en milieu urbain** (besoin foncier important, conditions d'accessibilité et nuisances auprès des riverains - circulation poids lourds, nuisance sonore, ...) ;
- Exigences : accessibilité multimodale, services aux entreprises, haut-débit, qualité architecturale et paysagère, limitation de l'impact environnemental.

### Le PLU:

- Le PLU d'Issenheim devra être mis en compatibilité avec le projet ;
- Un PLUI est en cours d'élaboration.

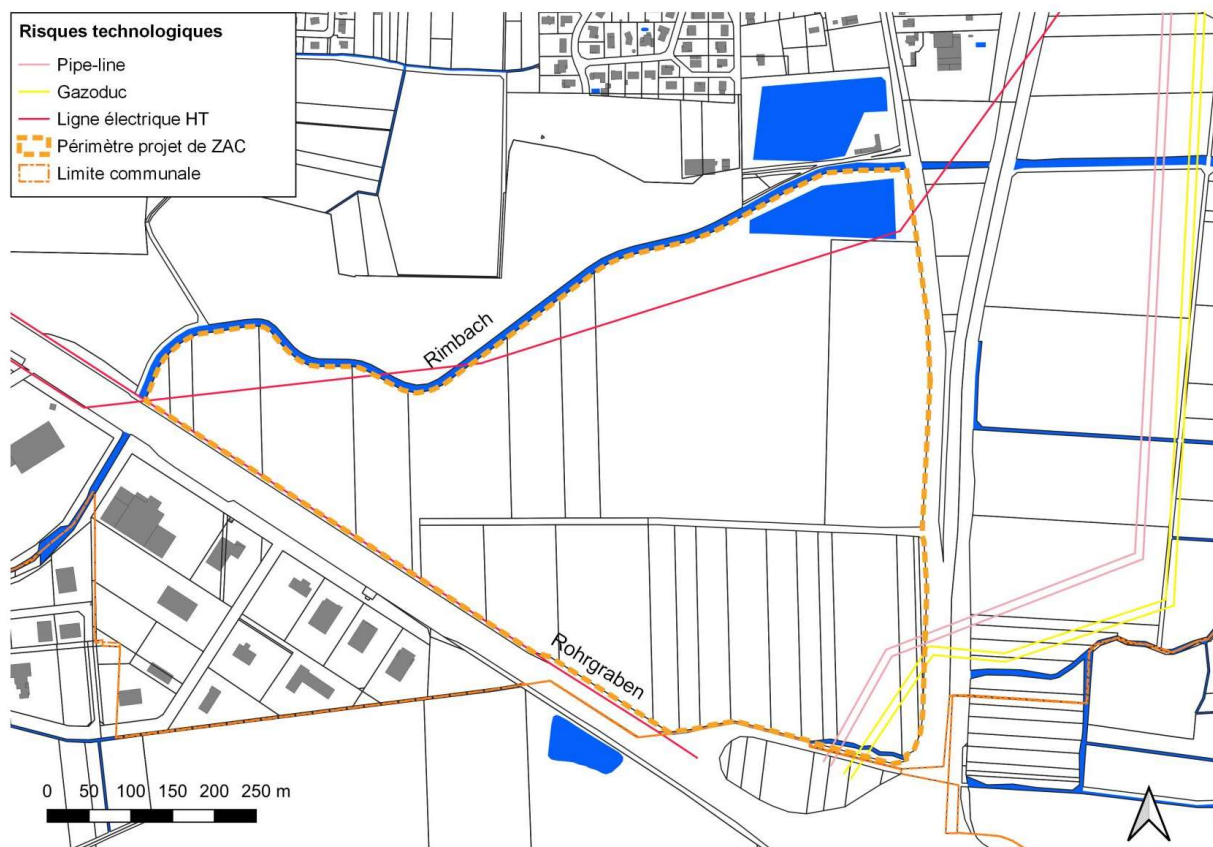


**BEREST**  
INGÉNIERIE



28 février 2022

## Les contraintes d'aménagement au regard de l'état initial



**BEREST**  
INGÉNIERIE

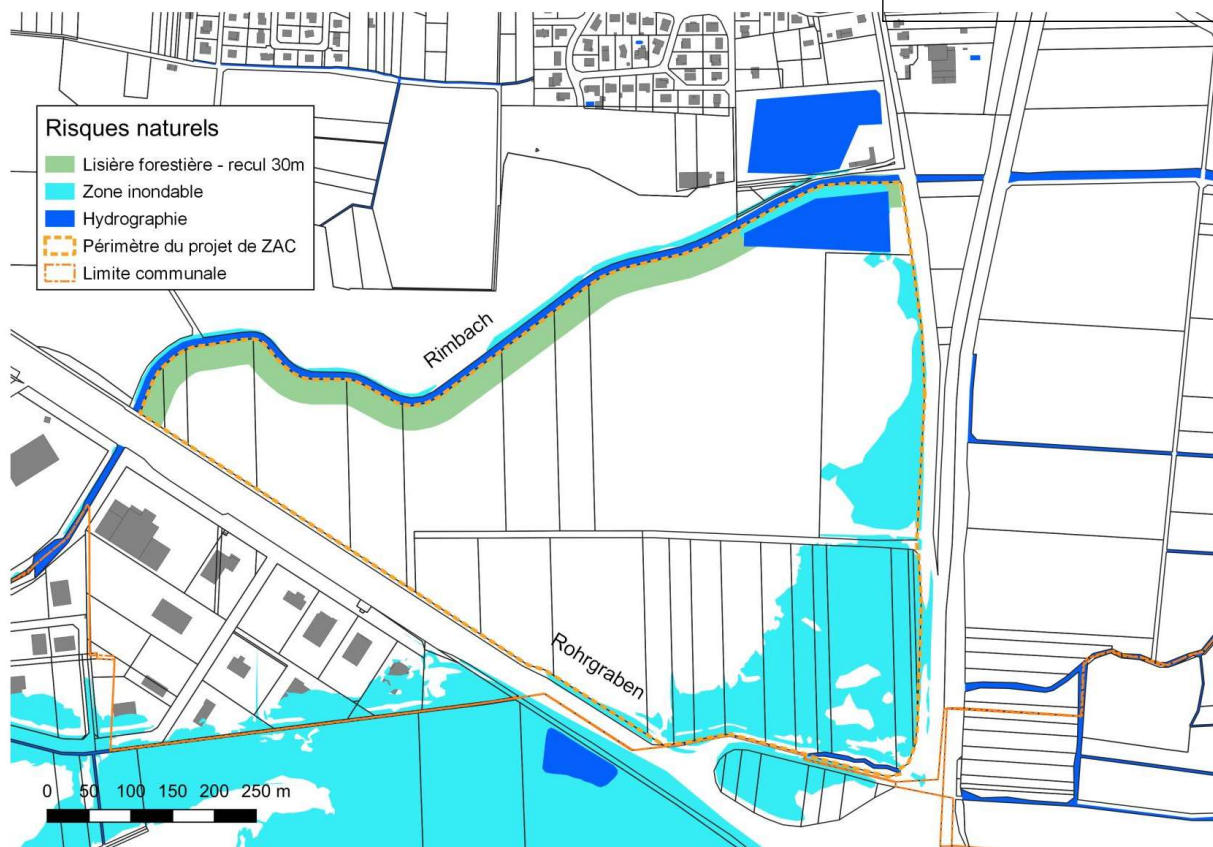


28 février 2022

## Les contraintes d'aménagement au regard de l'état initial

Accusé de réception en préfecture  
068-246800569-20230209-CC230209-060200-DE  
Date de récépissé : 20/02/2023  
Date de réception préfecture : 20/02/2023

9



**BEREST**  
INGÉNIERIE

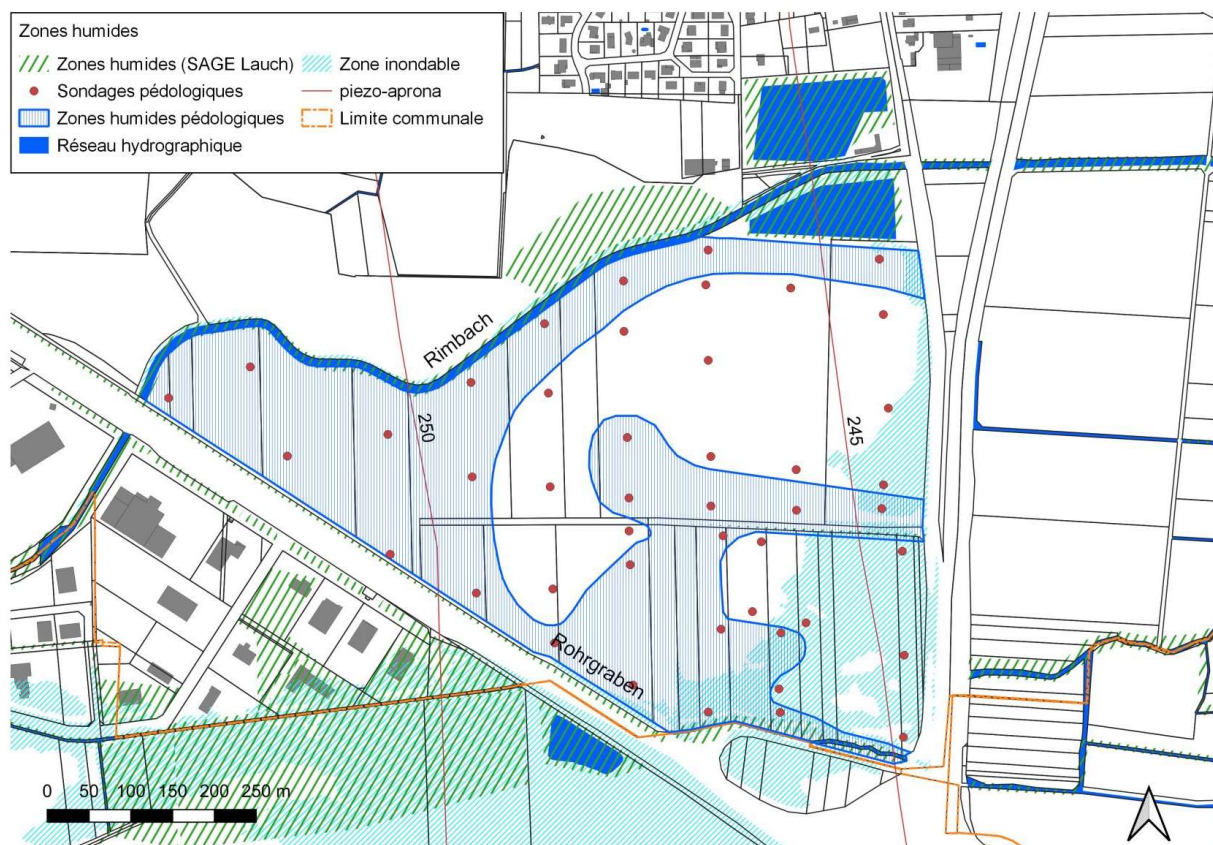
**parenthèse**  
PAYSAGE & URBANISME



28 février 2022

## Les contraintes d'aménagement au regard de l'état initial

10



**BEREST**  
INGÉNIERIE

**parenthèse**  
PAYSAGE & URBANISME



28 février 2022

## 28 février 2022

## 12



## Les solutions envisagées

Accusé de réception en préfecture  
068-246800569-20230209-CC230209-060200-DE  
Date de télétransmission : 20/02/2023  
Date de réception préfecture : 20/02/2023

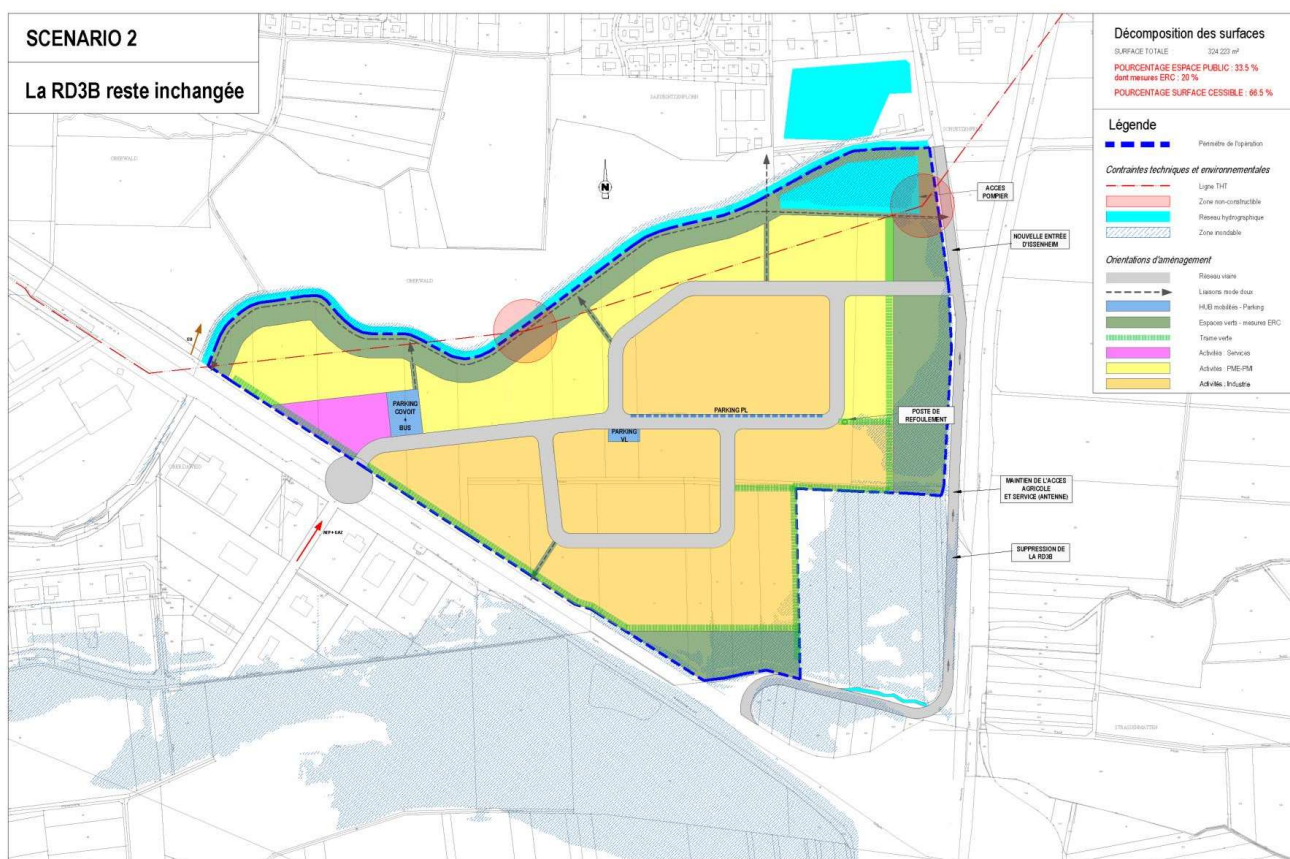
13



28 février 2022

## Les solutions envisagées

14



28 février 2022

## Les solutions envisagées

Accusé de réception en préfecture  
068-246800569-20230209-CC230209-060200-DE  
Date de télétransmission : 20/02/2023  
Date de réception préfecture : 20/02/2023

15



28 février 2022

## Les solutions envisagées

16



28 février 2022



## Les solutions envisagées

18

### Bilan :

- SCOT : 37 ha aménageables ;
- Mesures d'évitement par exclusion du périmètre d'aménagement : 4,6 ha (12,4 %) ;
- Mesures Évitement – Réduction – Compensation des impacts dans le périmètre de la ZAC : 8,1 ha (21,9 %) ;
- Surface aménagée : 24,3 ha (65,7 %) ;
- Périmètre de la ZAC : 32,4 ha.

# Vos questions et propositions



28 février 2022

20

## Comment participer et donner votre avis ?

### **Vous informer :**

- Dans le bulletin de la CCRG ou dans la presse locale ;
- Par la mise à disposition de panneaux dans les locaux de la CCRG et en mairie d'Issenheim ;
- Sur le site internet de la CCRG : [www.cc-guebwiller.fr/accueil/vie-pratique/zac-daweid/](http://www.cc-guebwiller.fr/accueil/vie-pratique/zac-daweid/) ;
- Lors des réunions publiques.

### **Vous exprimer pendant la phase de concertation :**

- Lors des réunions publiques ;
- Par écrit dans les registres mis à disposition dans les locaux de la CCRG et à la mairie d'Issenheim, par courrier simple ou électronique adressé au Président de la CCRG, ou via le formulaire disponible sur le site internet [www.cc-guebwiller.fr](http://www.cc-guebwiller.fr) ;
- Au plus tard 15 jours après la prochaine réunion publique (automne 2022).

### **Et aussi :**

- Pendant la mise à disposition du public du dossier de création (automne 2022 : [www.cc-guebwiller.fr](http://www.cc-guebwiller.fr)) ;
- Pendant la mise à disposition du public du dossier de réalisation (1<sup>er</sup> trimestre 2023 : [www.cc-guebwiller.fr](http://www.cc-guebwiller.fr)) ;
- Lors de l'enquête publique relative à la mise en compatibilité du PLU et à l'autorisation environnementale (printemps 2023).



28 février 2022



**BEREST**  
I N G É N I E R I E

**Merci de votre  
attention**

## ZAC DAWEID

### Compte-rendu – Réunion publique 28 février 2022



La réunion a débuté à 17h35 avec la présentation des différents interlocuteurs.

M. ROTOLO, président de la CCRG

M. SCHLEGEL, Vice-président de la CCRG

M. GILBERT, Directeur Général des Services

Mme. PONSSARD, Directrice Générale Adjointe

M. BACHMANN, Chef de projets BEREST

M. LORENZO, Chef de projets Atelier des Territoires

M. DURET, Chef de projet SERS

Vingt personnes sont présentes en plus de l'équipe projet.

#### 1. Présentation du projet

Le président prend la parole pour l'introduction et revient sur les éléments de contexte.

- La région de Guebwiller et ses vallées se sont développées grâce à l'industrie. Beaucoup d'industries ont quitté le territoire qui en subit les conséquences.
- Différence de 3 points du taux de chômage entre la CCRG et la moyenne en France
- Augmentation du niveau des déplacements domicile-travail
- Apparition de friches éloignées des axes de communication et inadaptées aux industries d'aujourd'hui
- Augmentation du nombre de logements vacants (une OPAH-RU et une opération « Cœur de ville » à Guebwiller ont été lancées pour y répondre)
- De nombreux contacts avec des industriels et des PME ont abouti à l'impossibilité d'offrir de nouveaux fonciers
- La situation du secteur DAWEID est stratégique, à proximité des axes de circulation et permet la mise en réseau des entreprises avec celles déjà présentes sur l'AAF
- La zone d'activité est inscrite au SCOT
- Le foncier est maîtrisé en bonne partie, la CCRG en a fait l'acquisition
- Il y a aura un travail de conception pour éviter que ce projet ne soit une verrue d'entrée d'agglomération
- Il y a un véritable besoin pour la CCRG de créer de l'emploi. Cela passe par la réindustrialisation du territoire
- La procédure de Zone d'Aménagement Concertée permet à la CCRG de définir des prescriptions pour que le projet soit de qualité sur le plan architectural, paysager et environnemental.

Question de M. Diot : Le PPT sera-t-il transmis ?

## ZAC DAWEID

### Compte-rendu – Réunion publique 28 février 2022



Réponse apportée par M. Bachmann : L'ensemble des modalités de participation vous seront présentées à l'issue de la réunion mais oui il sera mis à disposition sur le site de la CCRG. Des panneaux seront également installés au siège de la CCRG et en mairie d'Issenheim à partir du 1<sup>er</sup> mars.

#### **Présentation par M. BACHMANN**

Le SCOT catégorise cette zone en type 1, stratégique. Elle doit donc accueillir des entreprises à caractère industriel ou des PME/PMI.

Le PLU d'Issenheim devra être mis en compatibilité si le PLUi en cours de réalisation à l'échelle de la CCRG n'est pas approuvé avant.

Les procédures de ZAC et d'évolution du PLU peuvent se faire en parallèle.

La CCRG possède la majorité du foncier.

#### **Analyse de l'ensemble des contraintes du sujet :**

- Un gazoduc et un pipeline sont présents mais traversent le secteur inondable au sud-est de la zone. Une ligne à haute tension est implantée au nord, elle induit la limitation de la hauteur des bâtiments et l'impossibilité d'implanter des établissements accueillant des populations sensibles (logements, crèches d'entreprises) à proximité.
- Un recul de 30 mètres au nord par rapport à la lisière forestière est pris en compte pour pallier l'éventualité de chute d'arbres, de feu de forêts.
- Dans la zone inondable au sud-est, aucune construction n'est possible. Les aménagements à la marge devront être compensés le cas échéant.
- Des zones humides sont repérées au SAGE de la Lauch à proximité des cours d'eau et de fossés. Des zones humides pédologiques ont été caractérisées après la réalisation de 45 sondages réalisés par Atelier des Territoires. Dans les autres parties de la zone, les sols sont moins épais et donc moins propices à un engorgement régulier. Il y a là un enjeu pour le projet, il faudra atteindre l'équivalence fonctionnelle entre zones humides détruites et zones humides restaurées ou recrées selon la méthodologie nationale.

#### **Présentations des scénarii d'aménagement :**

- Le périmètre exclut des parcelles au sud-est, il s'agit d'une zone d'évitement de la zone inondable
- Les zones vertes au plan sont prévues pour des mesures de génie écologique : zone dont la vocation est de redevenir naturelle avec des

## ZAC DAWEID

### Compte-rendu – Réunion publique 28 février 2022



- plantations permanentes au nord, à l'est et au sud. Cette dernière a également vocation à être un véritable corridor écologique.
- Tous les lots seront délimités par des plantations de haies
  - Aménagement d'une véritable desserte piétonne et cyclable. Le long de la voirie, aménagement de voies vertes piétons / cycles.
  - Desserte de la zone pour le trafic routier et cyclable via un nouveau giratoire sur la RD430.

#### Scénario 1

Pour des questions de sécurité, la CeA envisage un réaménagement de l'échangeur entre la RD430 et la RD83 en un échangeur à lunettes (avec deux ronds-points). Cela permettra la création d'un accès direct sur le RD3b à double sens. Aucun transit poids-lourds par Issenheim ne sera autorisé.

La conception des voiries est faite de manière à créer une chicane peu intuitive pour ralentir la circulation en transit à travers la zone. L'implantation de la voie de liaison entre la RD3b et la zone permet une meilleure valorisation paysagère car les façades seront sur rue.

On visualise en jaune, les espaces réservés à des PME-PMI et donc à des bâtiments de moindre taille (hauteur).

Les zones en orange, plus centrales, sont réservées à des activités industrielles dont les bâtiments seront plus hauts.

Un hôtel répondant aux besoins des entreprises, ainsi qu'un parking de covoiturage avec un arrêt de bus de la Région est prévu à proximité du nouveau carrefour giratoire sur la RD430. Au centre de la zone, un parking mutualisé et du stationnement longitudinal pour les poids-lourds en attente sont également prévus.

Présentation des vues 3D : on distingue l'espace conservé pour l'agriculture (zone inondable), la ripisylve du Rimbach élargie au nord et les espaces de renaturation à l'est et au sud. Le principe des haies bordant les lots privés est également visible. Présentation des circulations piétonnes et cyclables à proximité de l'ancienne gravière et des principes de raccordement vers le giratoire Mader, vers Issenheim, et vers la rue de l'Industrie. L'aménagement des voiries est suffisamment large pour permettre le croisement de poids-lourds. Les vues 3D permettent de décrire l'épannelage des constructions, avec des volumes plus importants à proximité des voies structurantes et des hauteurs qui diminuent au contact de la forêt et vers Issenheim.

## ZAC DAWEID

### Compte-rendu – Réunion publique 28 février 2022

Accusé de réception en préfecture  
068-246800569-20230209-CC230209-060200-DE  
Date de télétransmission : 20/02/2023  
Date de réception préfecture : 20/02/2023



#### Scénario 2

Dans ce scénario, l'aménagement de l'accès de la CeA ne se fait pas, il y a conservation du sens unique sur la RD3bis.

Les boucles de desserte sont décalées afin de créer un parcours plus simple pour des habitants qui souhaiteraient rejoindre Guebwiller depuis Issenheim. Ce principe permet également une desserte plus efficace des terrains cessibles.

Ce scénario est plus sensible d'un point de vue paysager, car les axes de circulation orientent les façades arrière vers la RD3B et donc la RD83, et il est généralement plus difficile d'en maîtriser l'aménagement.

La zone de génie écologique à l'est est coupée en deux par la voie d'entrée et de sortie de la zone. Sinon il n'y a pas de changement sur les principes d'aménagement de l'espace public. Dans une logique de hiérarchisation des voies, il y a peut-être encore un travail à mener pour réduire l'emprise de certaines voies.

Finalement le bilan des scénarii proposés est le suivant :

- Superficie prévue au SCOT : 37 ha
- Mesure d'évitement : 4,6 ha
- Mesure Evitement Réduction Compensation dans le périmètre de la ZAC : 8.1 ha
- Surface aménagée : 24.3 ha
- Périmètre de la ZAC 32,4 ha
- Création de 530 emplois

#### 2. Temps d'échange, Questions / Réponses

La séance de questions / réponses est ouverte

Q : Mme Loetscher, habitante de l'Issenheim : le parking pour véhicules légers au centre de la zone, à quoi ça sert ? S'il s'agit de mutualisation, il paraît peu probable que les visiteurs d'entreprises distantes de ce parking s'en servent.

R : Chaque entreprise devra assurer sur son terrain le stationnement réglementaire pour ses salariés. Le parking proposé est à disposition, pour le covoiturage et pour les visiteurs.

Q : Vous avez mentionné une insertion paysagère différente « sur rue » et en arrière de parcelle ; qu'entendez-vous par là ? Est-il possible de mettre des essences d'arbres plus hautes pour cacher la misère ?

## ZAC DAWEID

### Compte-rendu – Réunion publique 28 février 2022



R : La visibilité « sur rue » correspond à celle de la façade avant des entreprises, qui ont logiquement tendance à traiter ce côté de manière plus qualitative que la façade arrière. A noter cependant que cet aspect de qualité de l'insertion paysagère est pris en compte à travers plusieurs éléments : l'implantation d'une haie en limite de parcelles, mais également à travers des dispositions qui sont prévues au sein d'un Cahier de Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales (CPAUPE).

Il est prévu de planter une haie en trois strates, herbacée, arbustive, et arborée, en limite des lots. Ces plantations permettront d'adoucir la frange extérieure de la zone. Elles ne cacheront pas totalement les bâtiments industriels, qui seront plus hauts que les arbres. L'insertion paysagère s'améliorera au fur et à mesure que la végétation se développera.

Q : M. Diot, habitant de Soultz. Comment a été calculé le nombre d'emplois créés et quelles typologies d'entreprises sont attendues ?

R : Il ne s'agira pas de logisticiens, pas d'entreprises SEVESO en raison de la proximité des habitations, mais des PME/PMI et des industries. L'estimation du nombre d'emplois a été faite sur la base de ratios et est cohérente avec ce qui peut être observé sur l'AAF ou sur d'autres zones.

M. Thoumelin, ADIRA : il n'est pas possible de dire aujourd'hui quelles entreprises s'installeront dans 5 ans. Les entreprises s'installent là où elles trouvent de la place. Environ 50 projets d'investisseurs étrangers par an restent sans réponses dans le département. Il y a des demandes pour des fonciers très importants, de plus de 50 hectares. La demande moyenne entre 2018 et 2021 était de 10,69 ha pour les entreprises à capitaux étrangers sans tenir compte des demandes exceptionnelles. Cependant, le cœur du marché ce sont des entreprises qui existent déjà et qui cherchent à s'agrandir. La pression foncière est très importante et il y a donc un réel besoin en foncier.

Le président donne des ratios du nombre d'emplois à l'hectare par type d'activités (15/ha pour l'industrie ; 40 pour les PME/PMI). Cela dépend de la nature des entreprises qui s'installent. Il précise qu'à ce jour, aucun nom d'entreprises ne peut être donné.

M. Thoumelin précise que le ratio est supérieur à 20 emplois par hectare sur la zone d'Ensisheim. Quant à l'AAF, elle compte 1 930 emplois pour 90 ha, ce qui relève du même ordre.

Q. : M. Aullen, habitant de Guebwiller : ce projet fait la part belle au tout camion, n'y aurait-il pas moyen de connecter la zone au chemin de fer pour le fret ?

## ZAC DAWEID

### Compte-rendu – Réunion publique 28 février 2022



Accusé de réception en préfecture  
068-246800569-20230209-CC230209-060200-DE  
Date de télétransmission : 20/02/2023  
Date de réception préfecture : 20/02/2023

Q : Qu'en est-il de la gestion des eaux pluviales en cas de fortes pluies ? Est-il possible d'imposer de couvrir les parkings d'ombrières pour la production d'énergie renouvelable comme en Allemagne ?

R : Il y a la possibilité de couvrir les parkings d'ombrières photovoltaïques, cela pourra être demandé dans le cadre du CPAUPE. Concernant les constructions, ce même CPAUPE incitera à la végétalisation des toitures et/ou à leur couverture par des panneaux photovoltaïques. L'ambition des élus est d'être plus exigeant sur ce point que ce qui est d'ores et déjà imposé par la réglementation.

R : La doctrine Grand Est demande d'appliquer le principe d'infiltration des eaux pluviales au plus près de là où elles tombent. En fonction de la nature des activités, il faudra peut-être que les entreprises prévoient des systèmes pour éviter les pollutions accidentelles, conformément à la réglementation.

R : Un travail est mené pour relancer la ligne de chemin de fer Bollwiller-Guebwiller. Néanmoins, la perspective d'une desserte ferroviaire de la zone est fort peu probable au regard des coûts et de la taille de la zone, pas assez importante pour supporter le coût d'un raccordement ferroviaire.

Mme Gable, chargée de mission à la FDSEA,

Q : Madame Gable rappelle l'importance de la souveraineté alimentaire de la France et s'interroge sur le prélèvement d'une surface importante de terres agricoles.

Pourquoi la mise en compatibilité du PLU d'Issenheim qui a été faite n'a pas inclus ce projet ? Quelles entreprises doivent s'installer sur la zone, comment éviter le gaspillage foncier ? Ce projet a-t-il un intérêt étant donné que d'autres zones sont déjà prévues sur des terres agricoles ? N'y a-t-il pas encore des terrains vacants sur l'AAF ? Le résultat est une réduction systématique des terres agricoles et une difficulté croissante pour les jeunes agriculteurs de s'installer.

Mme Gable s'interroge sur la pertinence d'avoir des parkings mutualisés (type silo) sur la zone. Concernant les zones humides, comment sera gérée la compensation (sera-t-elle faite hors zone et donc sur d'autres terres agricoles ?) Alerte, pour la zone qui reste exploitée, il faudra garantir l'accès. Par ailleurs, pouvez-vous détailler la maîtrise du foncier par la CCRG ?

R : Le Président explique que la CCRG n'arrive pas à répondre à la demande de foncier pour les entreprises.

M. SCHLEGEL détaille les projets en cours sur les fonciers de l'AAF qui restent disponibles. Des contacts ont été pris sur l'ensemble des parcelles disponibles. Il reste 4 parcelles sur lesquelles des négociations sont également en cours.



M. SCHLEGEL répond à la question de l'installation des agriculteurs en évoquant une publication récente de la Chambre d'Agriculture qui souligne un manque de candidats.

Le président évoque l'étude préalable agricole et le partenariat avec la chambre d'agriculture qui permettra de compenser les impacts sur l'activité agricole.

R : M. Bachmann explique que le ratio surfacique de 1/1 demandé par la DDT n'est pas atteint dans le périmètre du projet concernant la compensation des zones humides. Les fonctionnalités seront compensées sans difficultés et les prescriptions du SDAGE sont d'ores et déjà respectées. L'objectif est néanmoins de compenser sur site pour atteindre le ratio surfacique de 1/1. Nous allons tout faire pour y parvenir, cela passera peut-être par un élargissement des zones de réduction / de compensation.

R : Pour ce qui concerne le PLU, la mise en compatibilité s'effectue dans le cadre d'une déclaration de projet et donc pour chaque projet et ne peut donc pas être globale, d'autant plus que les projets n'ont pas la même temporalité.

R : La ZAC permet de découper au besoin les parcelles et permettra de rationaliser la consommation du foncier. Une trame verte entre le nord et le sud permettra d'assurer une continuité écologique sans avoir recours à des espaces verts privatifs.

R : Concernant les silos, aucune zone alsacienne n'a eu recours à ce type de solution à ce jour. Sa faisabilité dépend de l'équilibre économique de l'opération et de l'acceptation par les investisseurs. Ces conditions ne sont pas réunies à ce jour.

R : Accès : pas de modification des accès pour les agriculteurs.

R : M. SCHLEGEL détaille les réflexions qui sont en cours au niveau du bureau de la CCRG sur l'acquisition des parcelles exploitées en BIO et inondables en partie au sud du projet et qui n'ont pas encore été acquises.

M. Jung, maire d'Issenheim précise que le choix des terres se fait en fonction de la localisation identifiée par le SCOT.

Q. M. Aullen, la loi Climat et Résilience, n'oblige-t-elle pas à revoir le SCOT ?

R : le Président répond qu'elle prévoit de revoir le SRADDET puis les SCOT. Mais que par ailleurs il y a l'injonction contradictoire de réindustrialiser la France et de non-artificialisation des sols. A ce jour, le SCOT place cette zone en intérêt régional.

Q : M. Poignant de Wuenheim : Il y a de nombreuses friches, à quelles surfaces cela correspond ?



R : M. Gilbert : L'état des lieux a montré que les friches représentent 6 hectares sur le territoire. Ces friches sont aujourd'hui remobilisées par les villes pour des projets mixtes. De nouvelles destinations sont ainsi déjà prévues pour ces friches : habitat, services publics, commerces et services de proximité. Ces friches ne sont plus adaptées au développement économique industriel de par leur localisation au cœur des centres urbains.

M. Schlegel : Il s'agit d'un travail de longue haleine, à Soultzmatt, un projet de reconversion de friche a permis l'extension des sources de Soultzmatt, la réalisation de projets de logements et le développement de services publics.

Q. M. Diot : Quel travail fait la CCRG pour s'assurer que des porteurs de projets agricoles puissent développer le maraîchage ? Il y a nécessité de trouver des produits cultivés à proximité de chez soi. Proposition de faire un cluster d'entreprises de transformation alimentaire.

R : Mme Gable : la compensation collective agricole qui découlera de l'étude préalable agricole pourrait servir à ce type de réflexion.

R : Est-il possible de sanctuariser des terrains pour du maraîchage au PLUi, le président pose la question ? Il donne l'exemple du maraîcher de Soultz et rappelle qu'il n'est pas possible de prendre un terrain à un agriculteur pour le donner à un autre agriculteur qui porterait un projet de maraîchage.

R : M. Schlegel répond qu'aucune obligation n'est possible selon lui.

Q. M. Diot : Où est la prochaine zone ? Est-il possible de changer de logiciel un jour ? Ne faut-il pas se poser la question du fonctionnement général de la société et de tendre vers un modèle moins consommateur, vers la décroissance ?

R : Le président répond que le Daweid est le moins mauvais choix, et que la réflexion est menée depuis le départ dans une logique de compromis entre la nécessité de dynamiser le territoire et de limiter la consommation foncière.

Q. Mme François-Aullen : On continue avec cette zone de fonctionner sur un modèle ancien. Comment sortir d'une logique de vente de tous les fonciers avec en bout de course des friches que la collectivité ne maîtrise pas ?

R : Le bail emphytéotique a été envisagé par le Président, mais les banques ne financent pas les entreprises si elles ne sont pas propriétaires. Il faudrait un changement de paradigme à l'échelle nationale mais pas à l'échelle de la CCRG. La question du bail pose celle de la problématique de gestion des pollutions et plus

## ZAC DAWEID

### Compte-rendu – Réunion publique 28 février 2022



largement de la problématique de gestion des friches (il faudrait envisager un fonds national).

Q. Francis Kohler, habitant de Buhl, Pourquoi ne pas bloquer les acquisitions qui anticipent des extensions futures ?

R : C'est déjà fait depuis quelques temps à l'échelle de la CCRG précise le Président. La CCRG récupère des terrains pour répondre aux besoins de nouveaux investisseurs.

M. Thoumelin ajoute qu'à son avis, pour limiter la consommation du foncier, il faut surtout réduire les espaces verts sur les parcelles et créer des zones plus denses. Il ajoute que les petites entreprises sont souvent dans une démarche patrimoniale.

Q. Mme Josiane Gable : La solution n'est-elle pas la mutualisation des parkings, voire la réalisation de parkings en étages (silo) ?

R : Le sujet a été abordé plus tôt.

Q. M. Ancel, habitant d'Issenheim : Est-il prévu la réalisation d'aménagement de passages à faune sous les grands axes comme la RD430 ? Ils pourraient également servir de passage modes doux.

R : M. Bachmann précise que la CEA mène les études pour gérer les traversées de RD pour les modes doux. La nappe est proche de la surface ce qui contraint fortement la réalisation d'un passage souterrain.

Q : Quel avenir pour le plan d'eau au nord ?

R : M. Bachmann répond que le plan d'eau pourra être utilisé comme réserve d'eau en cas d'incendie et qu'un traitement des berges qualitatif pourrait être envisagé dans le cadre des mesures de compensation des impacts.

Q : Question sur la gestion des eaux pluviales et le risque de surcharger le réseau existant.

R : Une étude hydrogéologique est en cours pour définir les techniques de gestion des eaux pluviales en fonction des secteurs. Il est précisé par le président que la station d'épuration fait l'objet d'études permettant de prendre en charge à terme les nouveaux volumes d'eaux usées.

Q : M. Ancel, s'interroge sur la justification du projet et évoque les trafics routiers dans les deux sens, il y a déjà un flux qui entre dans la CCRG et pas uniquement des actifs qui en sortent. Il demande ainsi de veiller à limiter l'impact sur le trafic. Une réflexion sur les modes de transport alternatifs est primordiale. Il faut veiller à ce que les pistes cyclables soient aussi directes que possible.

## ZAC DAWEID

### Compte-rendu – Réunion publique 28 février 2022

Accusé de réception en préfecture  
068-246800569-20230209-CC230209-060200-DE  
Date de télétransmission : 20/02/2023  
Date de réception préfecture : 20/02/2023



Q : M. Diot : une zone d'accueil des gens du voyage est-elle prévue sur le projet ?

R : Le Président précise que l'aire d'accueil des gens du voyage doit effectivement être implantée sur le territoire mais que la CCRG est en attente d'une réponse des services de la préfecture concernant son emplacement.

Les modalités d'information et de participation du public sont rappelées avant de clôturer cette première réunion de concertation.

Fait par Quentin DURET, le 03 mars 2022

## RÉUNION DE CONCERTATION DU 13 DECEMBRE 2022



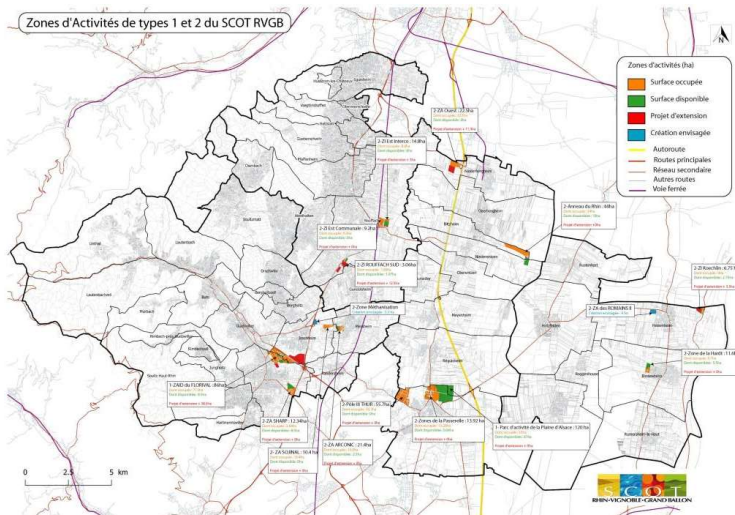
13 décembre 2022

2

### ORDRE DU JOUR

- Rappel des solutions d'aménagement présentées lors de la réunion de concertation du 28 février 2022
- Evolution du projet pour éviter, réduire et compenser les impacts environnementaux
- Principaux enjeux et avis de l'Autorité Environnementale
- Vos questions et propositions
- Comment participer et donner votre avis ?

13 décembre 2022



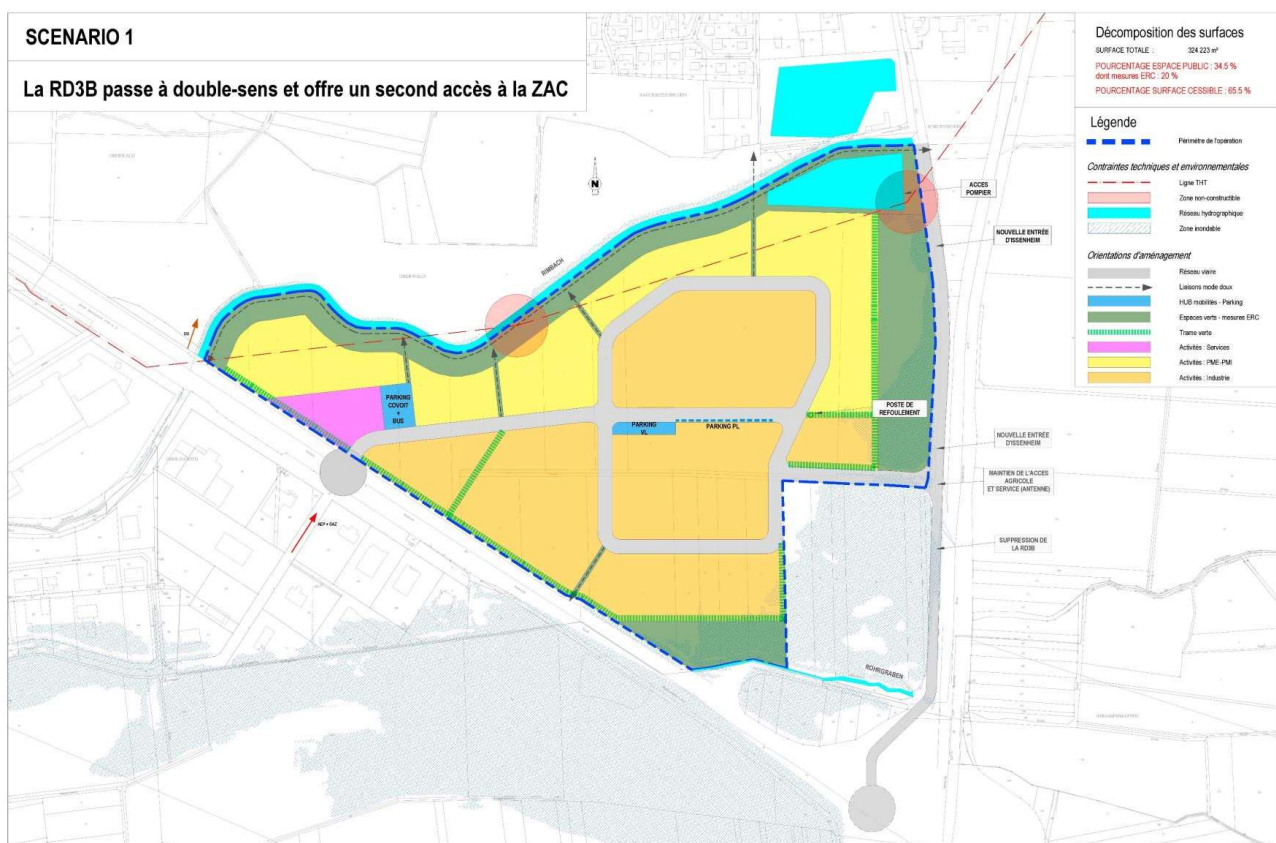
## Le SCOT :

- Le SCOT Rhin Vignoble Grand Ballon, approuvé le 14 décembre 2016, prévoit expressément une possibilité d'extension de l'Aire d'activités du Florival **sur la zone du Daweid** (carte page 66 du DOO) ;

## Le PLU:

- Le PLU d'Issenheim devra être mis en compatibilité avec le projet.

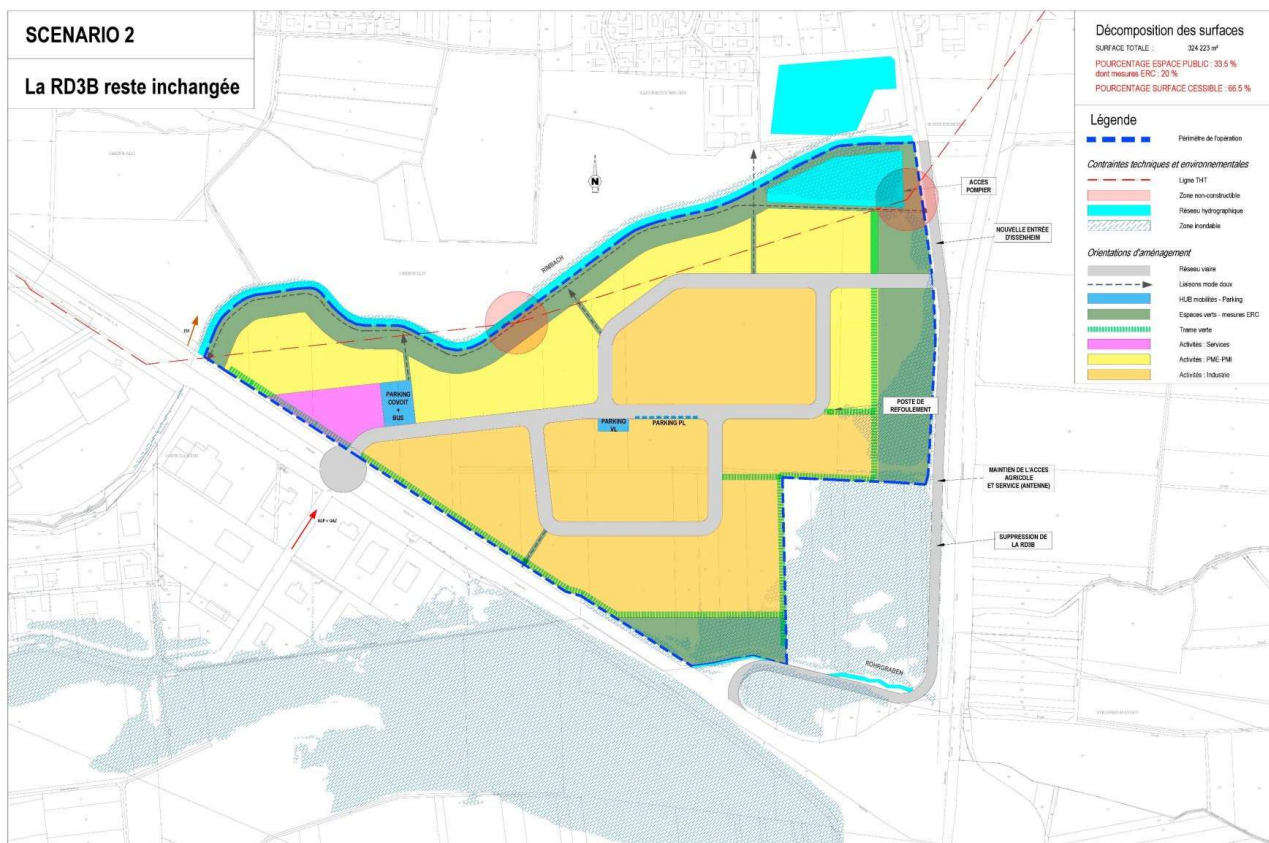
# Les solutions envisagées



# Les solutions envisagées

Accusé de réception en préfecture  
068-246800569-20230209-CC230209-060200-DE  
Date de télétransmission : 20/02/2023  
Date de réception préfecture : 20/02/2023

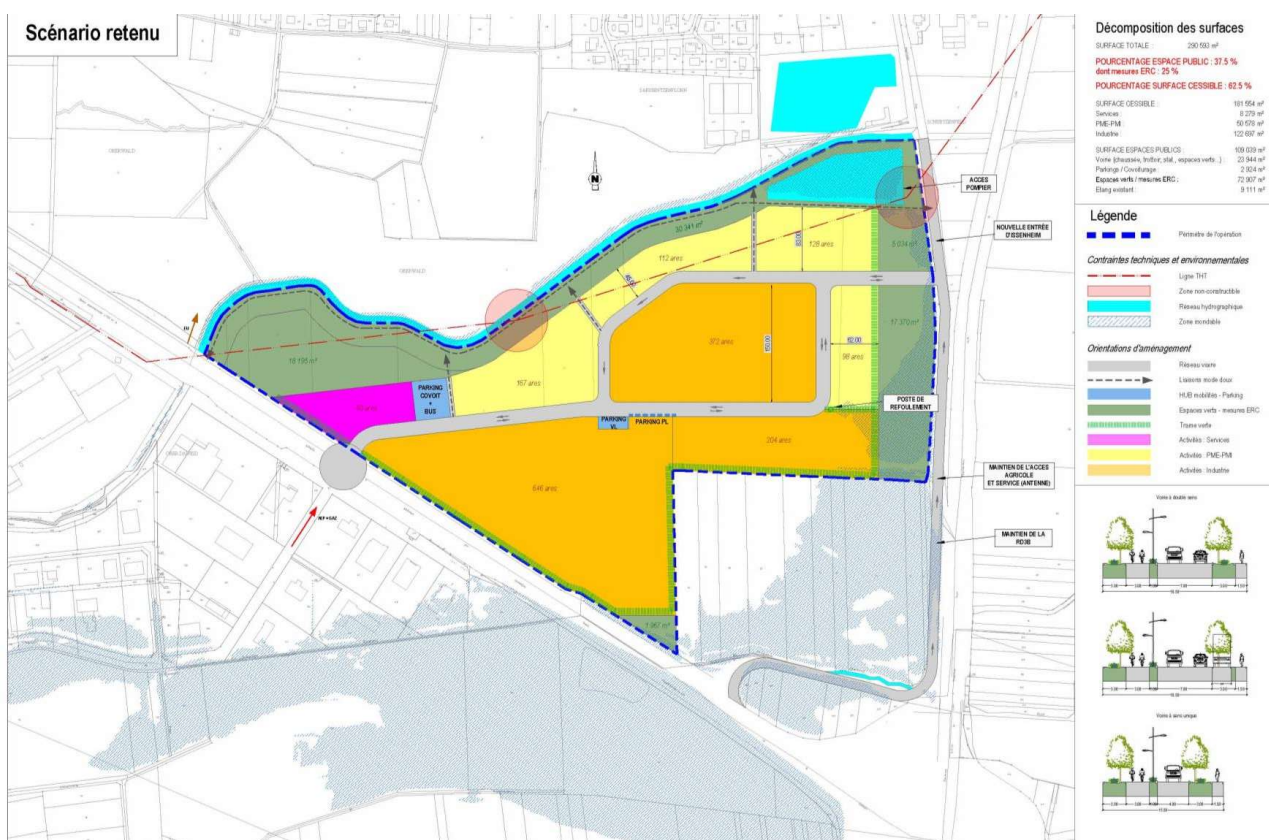
5



13 décembre 2022

# La solution retenue

6



13 décembre 2022



## Bilan :

- SCOT : 38,5 ha aménageables (zone de type 1) ;
- Zone d'étude : 37 ha ;
- Périmètre de la ZAC : 29 ha ;
- Mesures d'évitement par exclusion du périmètre d'aménagement : 8 ha soit 21,6 % de la surface de la zone d'étude (4,6 ha envisagés initialement) ;
- Mesures Évitement – Réduction – Compensation des impacts dans le périmètre de la ZAC : 8,2 ha (28,3 % de la surface de la ZAC) ;
- Surface aménagée : 20,8 ha (71,7 % de la surface de la ZAC, 56,2 % de la zone d'étude) ;
- 530 emplois créés.

## PRINCIPAUX ENJEUX ET AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

10

*Etude d'impact au stade création finalisée en août et avis de l'AE le 10 novembre 2022*

### • Zones humides :

Projet qui évite les ripisylves du Rimbach et du Rohrgraben et une partie des 18,9 ha de ZH pédologique  
Surfaces de compensation et trame verte pour atteindre l'équivalence fonctionnelle

### • Ressources en eau et capacité de traitement des eaux usées :

Nappe et cours d'eau vulnérables aux pollutions et station d'épuration d'Issenheim non conforme =>  
Infiltration « à la parcelle » pour les projets privés et dans des noues sur espace public, projet de réhabilitation de la station d'Issenheim

### • Déplacements (trafic VL/PL et accès modes doux/Transports en Commun) :

Modélisation du trafic (2030 & 2050) : pas de congestion sur le réseau, impact négligeable

Maintien de l'interdiction de transit des Poids-Lourds au sein d'Issenheim évitera tout impact de transit

Desserte de la zone par le bus et les modes actifs (avec maillage interne)

Giratoire d'accès à créer sur la RD430 : requalification de la RD430 à étudier (accès sécurisé modes doux, arrêt bus)

### • Paysage :

Zone peu visible de loin, essentiellement depuis les RD83 et RD430

Insertion paysagère à travers recul d'au moins 100 m des bâtiments par rapport à la RD83 et une trame verte plantée le long du périmètre Est et Sud de la ZAC

- **Artificialisation/destruction de surfaces agricoles :**

Sur les 38,5 ha du SCoT, après évitement, 27 ha de Surface Agricole Utile impactés (1 exploitation agricole)

Etude de compensation collective agricole en cours : fonds de soutien aux filières agricoles locales

- **Qualité de l'air, incidences sur le bruit et la santé**

Modélisation « air/santé » (2030 & 2050, trafic uniquement) : absence d'impact notable

Modélisation bruit (2030 & 2050, trafic sans/avec industries « bruyantes », hypothèse maximaliste) :

absence d'impact notable lié au trafic sur les habitations existantes voisines ; si hypothèse maximaliste, passage d'une zone relativement calme à un bruit urbain modéré en limite Sud du bâti d'Issenheim

Pas d'évolution du transit Poids-Lourds dans Issenheim et évitement de la pollution liée à la proximité du trafic, sur une bande d'env. 100 m autour de la RD83 et 60-80 m autour de la RD430

Impacts air/bruit des futures Installations Classées pour la Protection de l'Environnement devront être analysés dans le cadre d'études d'impacts spécifiques

- **Contexte climatique (atténuation/adaptation)**

Potentiel de production énergétique locale : possibilité de fixer dans le cahier des charges de cession des terrains des objectifs plus ambitieux que le minimum réglementaire (surface de panneaux photovoltaïques par exemple)

Gaz à Effet de Serre : Végétalisation de la zone (espaces publics et privés), non implantation d'activités de type logistique pure, incitation à la conception bioclimatique et bas carbone des bâtiments, desserte modes doux et Transport en Commun

## PRINCIPAUX ENJEUX ET AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

L'Autorité Environnementale recommande principalement au pétitionnaire de :

- de compléter le dossier de création en indiquant :
  - la localisation, la nature et le dimensionnement des mesures de compensation de la destruction de zones humides et démontrer le respect des principes d'équivalence et la compatibilité avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et les Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux ;  
⇒ **Sera précisé dans le dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau**
  - les mesures de compensation prévues de la fonction agricole, avec l'évaluation de leurs impacts environnementaux (perte ou gain par rapport à la fonctionnalité environnementale des sols agricoles supprimés et impacts d'une éventuelle compensation surfacique sur un autre site) et le cas échéant, proposer des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation de ces derniers ;  
⇒ **Pas d'impact foncier lié à la compensation agricole (à confirmer)**  
⇒ **Analyse sera disponible dans l'étude préalable agricole**
- ne pas urbaniser la zone tant que la capacité du système d'assainissement n'est pas suffisante pour traiter les effluents.  
⇒ **Projet de réhabilitation de la station d'épuration : validation du scénario en cours**  
⇒ **Constructions sur la ZAC se feront après validation par les services de l'Etat**

# Vos questions et propositions



13 décembre 2022

## Comment participer et donner votre avis ?

14

### **Vous informer :**

- Dans le bulletin de la CCRG ou dans la presse locale ;
- Par la mise à disposition de panneaux dans les locaux de la CCRG et en mairie d'Issenheim ;
- Sur le site internet de la CCRG : [www.cc-guebwiller.fr](http://www.cc-guebwiller.fr).

### **Vous exprimer pendant la phase de concertation :**

- Par écrit dans les registres mis à disposition dans les locaux de la CCRG et à la mairie d'Issenheim, par courrier simple ou électronique adressé au Président de la CCRG à l'adresse [urbanisme@cc-guebwiller.fr](mailto:urbanisme@cc-guebwiller.fr), ou via le formulaire disponible sur le site internet [www.cc-guebwiller.fr](http://www.cc-guebwiller.fr) ;
- Au plus tard 15 jours après la réunion publique du 13 décembre 2022.

### **Et aussi :**

- Pendant la mise à disposition du public du dossier de création (mi-février à mi-mars 2023 : [www.cc-guebwiller.fr](http://www.cc-guebwiller.fr)) ;
- Pendant la mise à disposition du public du dossier de réalisation (automne 2023 : [www.cc-guebwiller.fr](http://www.cc-guebwiller.fr)) ;
- Lors de l'enquête publique relative à la mise en compatibilité du PLU et à l'autorisation environnementale (début 2024).



13 décembre 2022



**BEREST**  
I N G É N I E R I E

**Merci de votre  
attention**



La réunion a débuté à 18h05 avec la présentation des différents interlocuteurs.

M. ROTOLO, président de la CCRG

M. SCHLEGEL, Vice-président de la CCRG

M. GILBERT, Directeur Général des Services

Mme. DUCHENE, Directrice Générale Adjointe

M. LORENZO, Chef de projets Atelier des Territoires

M. BACHMANN, Directeur du bureau d'études Parenthèse

Seize personnes sont présentes en plus de l'équipe projet, des élus précités et de M. le Maire d'Issenheim.

## 1. Introduction

M. Duret prend la parole pour introduire la réunion. Il s'agit de la deuxième réunion de concertation prévue au titre de la concertation préalable réglementaire obligatoire pour la création de la Zone d'Aménagement Concertée. Elle a pour objet de présenter les évolutions par rapport au projet partagé lors de la première réunion du 28 février 2022 en tenant compte notamment de l'étude d'impact qui a été réalisée en 2022.

Le président prend la parole et présente l'ordre du jour. Il revient également sur l'intégration du projet dans les documents d'urbanisme :

- Le projet s'inscrit dans le SCoT Rhin Vignoble Grand Ballon approuvé le 14 décembre 2016 et qui prévoit l'extension de l'Aire d'activités du Florival sur la zone du Daweid.
- Le PLU d'Issenheim devra évoluer pour permettre la réalisation du projet via une mise en compatibilité.

## 2. Evolution du projet

M. Bachmann présente les évolutions du projet :

- Deux scénarii avaient été présentés en février 2022 avec des plans de circulation différents.
- La prise en compte des remarques faites lors de la première réunion publique et les impacts relevés lors de l'étude d'impact ont abouti à la réduction du périmètre dans une logique d'évitement des zones humides. A ce titre, des parcelles situées au sud est et au nord-ouest ont été retirées du périmètre de projet.



- Par ailleurs, plusieurs secteurs inclus dans le périmètre de ZAC demeureront non urbanisables (partie en vert au plan) et notamment au nord et le long de la RD3b. Ces zones permettront la réalisation de mesures de génie écologique.
- La programmation est répartie entre des lots à vocation industrielle (en orange) ; ceux destinés à des PME/PMI (en jaune) ; un hôtel de passage éventuellement complété par de la restauration (en violet) et deux poches de stationnements dont l'un est destiné au covoiturage et aux transports en commun (arrêt de bus) et l'autre au stationnement de quelques véhicules légers et de quatre poids-lourds.
- Le projet de paysage est présenté, il se compose de haies vives diversifiées en limite du projet pour créer un premier filtre végétal pour les vues depuis les routes départementales. Ces haies seront composées de toutes les strates de végétation et d'essences uniquement locales. Des noues seront réalisées le long des voiries pour collecter les eaux pluviales qui y ruissèlent. Elles seront plantées d'arbres d'alignement aux essences compatibles avec un développement en milieu urbain. Le choix se portera également sur des essences ornementales pour contribuer à la qualité paysagère de l'espace urbain en fonction des saisons.
- Les voies routières seront doublées d'une voie verte éclairée la nuit, un second itinéraire cyclable qui longe en partie le Rimbach au nord permettra de contourner la zone. Dans un souci de préservation des trames noires, ce second itinéraire ne sera pas éclairé.

### **Présentation des vues 3D mises à jour :**

- Il apparaît sur les vues le futur giratoire en grisé, il devra être réalisé par la Collectivité européenne d'Alsace (CeA).
- Il sera imposé aux industriels de planter des haies (d'essences locales comme celles réalisées par la CCRG) sur les limites entre les lots.
- Les zones de prairies à l'est du projet permettront la création de zones humides.

Le Président présente le bilan actualisé qui est le suivant :

- Superficie prévue au SCOT : 38.5 ha
- Périmètre de la ZAC : 29 ha
- Mesure d'évitement par réduction du périmètre de la ZAC : 8 ha soit 21,6%
- Mesure Evitement Réduction Compensation dans le périmètre de la ZAC : 8.2 ha (28,3 % de la surface de la ZAC)
- Surface aménagée : 20.8 ha
- Création de 530 emplois



### 3. Principaux enjeux et avis de l'autorité environnementale

M. Lorenzo détaille les enjeux qu'a révélé l'étude d'impact réalisée en 2022.

- L'enjeu des zones humides est particulièrement important et a conduit à des évitements complémentaires. Le calcul de la compensation est encore en cours et aboutira en début d'année prochaine.
- La gestion des eaux usées est également un enjeu puisque la station d'épuration d'Issenheim (STEP) n'est aujourd'hui pas en mesure de traiter les futurs effluents de la zone. La STEP devra être mise à niveau par la CCRG avant le raccordement des futures entreprises du Daweid.
- Les eaux pluviales devront elles être infiltrées à la parcelle pour les espaces privés et seront gérées dans des noues pour les espaces publics.
- Une étude de modélisation du trafic a été réalisée, elle a permis de simuler les impacts sur la circulation à un horizon 2030 et à horizon 2050, il en résulte qu'il n'y aura pas d'impact notable sur le trafic. L'étude intègre également une desserte par le bus de la zone et la connexion des axes modes doux au niveau du rond-point qui sera réalisé par la CeA ; une requalification de la RD430 est à étudier notamment pour un accès sécurisé des modes doux (traversée de la RD430) et l'implantation d'un arrêt de bus sur la RD430
- L'impact sur le paysage sera limité par la plantation d'une strate arborée et arbustive en lisières Est et Sud ainsi qu'à travers un recul des bâtiments d'au moins 100m par rapport à la RD83.
- Le projet conduit à la perte de 27 hectares de surface agricole utile pour lesquels une étude préalable de compensation collective est en cours, conformément à la réglementation. Elle doit permettre de déterminer un montant de compensation destiné à la réalisation de projets collectifs.
- Parallèlement à l'étude de trafic, des simulations sur la qualité de l'air et le bruit ont également été réalisées aux horizons 2030 et 2050. Aucun impact notable lié au trafic supplémentaire n'a été identifié sur la qualité de l'air. Pour le bruit, il n'y a pas d'impact notable sur les habitations les plus proches lié au trafic généré mais en cas d'implantation d'industries bruyantes (hypothèse maximaliste), l'environnement sonore pourrait passer de calme à un bruit urbain modéré en limite Sud d'Issenheim. Les entreprises ayant des impacts liés à leur process devront réaliser une étude d'impact spécifique dans le cadre de la réglementation ICPE.
- En matière de consommation énergétique, l'étude d'impact s'accompagne d'une étude de potentiel énergétique qui a permis de déceler des sources d'approvisionnement pertinentes et notamment la mise en œuvre de panneaux photovoltaïques. Des dispositions plus ambitieuses que les niveaux réglementaires seront intégrées aux cahiers des charges de cessions de terrains (CCCT) lors des ventes.
- Les ambitions du projet en matière d'atténuation et d'adaptation au contexte climatique seront retranscrites dans le Cahier de Prescriptions Architecturales Paysagères et Environnementales (CPAUPE) annexé au CCCT. Il est également rappelé que les activités de type logistique pure ne seront pas autorisées.



### Avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact (novembre 2022) :

- Les principaux enjeux relevés par l'Autorité Environnementale sont les suivants :
- Demande de compléments par rapport à l'impact sur les zones humides et notamment démonstration du respect du principe d'équivalence fonctionnelle écologique. Ces éléments seront apportés dans le cadre de l'autorisation environnementale qui sera demandée au titre de la loi sur l'eau.
  - Précision à apporter sur les mesures de compensation prévues de la fonction agricole. L'étude préalable agricole sera versée au dossier dès finalisation, elle intégrera des pistes d'utilisation du fonds de compensation collective.
  - Recommande de ne pas urbaniser la zone tant que la STEP n'est pas mise à niveau. Des démarches sont en cours au niveau de la CCRG pour lancer ce projet.

### 2. Temps d'échange, Questions / Réponses

La séance de questions / réponses est ouverte

Q : Mme Bragard, habitante de Soultz : Vous avez évoqué l'installation d'un arrêt de bus dans la zone mais par quelle ligne sera-t-il desservi, puisqu'aucune ligne n'y passe ?

R : Il sera possible de détourner une des lignes qui desservent Soultz par exemple. Il faudra voir avec la Région ce qui est le plus opportun en temps voulu.

Q : Cette nouvelle desserte affectera-t-elle celle de Soultz ? Le plan de desserte vient d'être revu, comment allez-vous le faire évoluer ?

R : Non, les deux seront possibles. Le plan sera maintenant revu tous les 2 ans.

Q : M. Knorr, représentant du collectif cycliste Bicychouette : Peut-on avoir le support de la présentation ?

R : Oui, il sera publié sur le site de la CCRG.

Q : Comment la traversée cyclable de la RD430 est-elle prévue ? Et comment la voie verte au nord se poursuit-elle ?

R : M. Bachmann précise que l'aménagement du rond-point est sous maîtrise d'ouvrage de la CeA mais la nécessité d'un franchissement piétons-cycles fait figure de contrainte imposée. Les options de la CeA ne sont pas encore arbitrées.

Concernant la voie verte au nord, elle se connecte au chemin de défrètement qui continue vers Guebwiller mais il est également possible d'emprunter une venelle pour rejoindre le rond-point via l'intérieur de la zone. Une connexion entre le chemin de défrètement et le rond-point est également possible.

Q : M. Aullen, citoyen de Guebwiller : Cette zone n'est desservie que par des poids-lourds n'est-il pas envisageable de prévoir une desserte par le fer ?



Q : D'importantes surfaces de toitures et de parking vont être réalisées. Y aura-t-il une obligation d'installation de panneaux photovoltaïques (PV) ?

Q : N'est-il pas envisageable que la CCRG reste propriétaire des terrains pour éviter que sur le long terme des terrains soient en friches ? Ce genre de montage se voit de plus en plus sur d'autres opérations.

R : M. Bachmann précise que Réseau Ferré de France (RFF) a un cahier des charges précis pour permettre la desserte par le rail de ce type de zone et que celle-ci est trop petite. De plus, le rail se situe au sud de la RD430 ce qui demanderait son franchissement et complexifierait d'autant plus la réalisation d'un tel projet.

R : La loi Climat et résilience oblige de mettre en œuvre des surfaces de PV équivalentes à 30% de la surface des toitures, les élus sont engagés pour aller au-delà de cette réglementation soit par voie contractuelle (CCCT) soit par voie réglementaire (règlement du PLU), les seuils ne sont néanmoins pas encore fixés. Par ailleurs, le législateur se penche actuellement sur la possibilité de rendre obligatoire l'installation d'ombrières photovoltaïques pour les parkings de plus de 1500m².

R : Le Président revient sur la question du bail plutôt que de la vente des terrains et précise que le sujet a déjà été évoqué avec l'ADIRA mais que la collectivité ne pourra assumer sur le long terme le portage de fonciers qui pourront être pollués. La gestion des activités et l'éventuelle remise en état des terrains doit rester de la responsabilité des entreprises et ne doit pas être portée à la charge des concitoyens.

Q : Monsieur, citoyen du Florival : Qu'entendez-vous par compensation sur la filière agricole ? Y aura-t-il de nouvelles surfaces pour l'agriculture ? Comment la compensation se concrétise-t-elle et qui la gère ?

R : M. Lorenzo détaille le fonctionnement de la compensation collective agricole. Un calcul est réalisé par la chambre d'agriculture dans le cadre de l'étude préalable et aboutit à un montant qui doit être payé par la CCRG et qui doit permettre le financement de projets collectifs sur le territoire. Ce montant doit permettre de recréer la valeur perdue pour la filière agricole par la diminution de la surface de terres cultivables. La gouvernance et la gestion de ce fonds reste à définir. Le président précise que la collectivité souhaiterait financer des projets proposés par les agriculteurs qui s'inscrivent dans la politique générale du territoire (éviter l'irrigation par exemple). En ce qui concerne la question de l'ouverture de nouvelles surfaces cultivables, la compensation collective agricole n'a pas forcément cet objectif. De son côté, la SAFER peut avoir un rôle pour identifier de nouveaux terrains pouvant être destinés à l'agriculture.

Le président souhaite insister sur le fait qu'en matière de réduction de la consommation foncière, le territoire a déjà fourni des efforts importants puisqu'une réduction de 55% de la consommation a déjà été actée par le SCOT, soit au-delà des ambitions de la loi Climat et Résilience. Le contexte socio-économique de la vallée est difficile avec 3 à 4 points de chômage supérieurs à la moyenne du département.



Il est donc nécessaire de trouver un équilibre entre la création d'emplois et le maintien de l'activité agricole. L'opération Daweid n'a pas vocation à être réalisée en 2 ou 3 ans mais bien sur le temps long, une activité agricole pourra ainsi être maintenue sur les parcelles non encore cédées. Il y a également un enjeu dans la densification des opérations d'aménagement, qu'elles soient à vocation de logements ou d'activités. Il faut repenser la manière de construire pour réduire la consommation foncière.

Q : M. Cimetière, habitant de Guebwiller : Le sujet a-t-il été vu sous l'angle de la résilience alimentaire de la Communauté de Communes ? Le territoire ne serait-il pas plus fort s'il était en capacité de nourrir sa population ?

R : Le Président détaille les mesures déjà prises pour répondre à cette question avec la mise en place et la sanctuarisation de jardins communaux sur les communes des Soultz et de Guebwiller par exemple. Une étude plus large est en cours au niveau du PETR.

Q : M. Knorr : Ne serait-ce pas pertinent d'utiliser le montant de la compensation agricole pour permettre l'installation d'un maraîcher ? Il faut anticiper la crise alimentaire en offrant des terrains à des agriculteurs.

R : La loi de 2016 qui fixe les modalités de la compensation agricole précise qu'elle ne peut être que collective. Ainsi, il n'est pas possible d'installer un maraîcher qui serait seul à profiter des sommes versées. De plus, la commune de Soultz par exemple est propriétaire de terrains mais qui sont gelés par des baux ruraux qui ne peuvent être dénoncés rapidement.

Q : M. Cimetière : Quelles sont alors les possibilités pour remettre des terres à l'agriculture ?

R : Le Président précise que le principal levier est de rentre les terrains inconstructibles dans les documents d'urbanisme.

Q : M. Aullen : Ne faut-il pas faire évoluer les zones industrielles pour limiter également la consommation foncière et éviter de créer une nouvelle zone comme il en existe partout aux abords des villes, avec d'importantes surfaces de parking ?

R : La préoccupation de la CCRG est de maintenir les commerces en centre-ville, tout comme les services et les professions libérales. Les projets d'implantation en périphéries ne sont pas soutenus et ce n'est clairement pas la vocation de la ZAC Daweid. Le cahier des charges de la ZAC permettra également de prescrire pour limiter la consommation foncière.

Q : M. Bordmann, agriculteur : Comment sera géré le trafic qui est déjà saturé dans le secteur et notamment à l'approche du rond-point Mader ? D'autant plus en ajoutant un nouveau rond-point au niveau de l'entrée de la ZAC.

R : Le Président indique qu'une réduction de la vitesse à 70km/h au lieu de 90km/h est déjà une solution, donnant l'exemple de la M35 à Strasbourg où la circulation s'est

## ZAC DAWEID

### Compte-rendu – Réunion publique 13 décembre 2022



largement fluidifiée depuis la baisse de la vitesse autorisée. M. Bachmann complète en expliquant que la distance entre deux véhicules est proportionnelle à leur vitesse et que sur une même portion de route il est possible de positionner davantage de véhicules à faible allure. De plus, la faible vitesse réduit les phénomènes d'à-coups à l'approche d'un obstacle (rond-point).

Q : M. Knorr : Les poids-lourds pourront-ils aller vers Issenheim au nord ?

R : Non, le barreau qui relie la ZAC à l'entrée d'Issenheim est interdit aux poids-lourds.

Q : Bruno Poignant, habitant de Wuenheim : Comment les emplois de Daweid pourront être attribués prioritairement aux gens de la vallée ?

R : M. Thoumelin de l'ADIRA évoque la situation pour une entreprise de Guebwiller qui avait des difficultés de recrutement avant la crise énergétique malgré une bonne attractivité et qui n'en a plus aucune maintenant puisque les gens souhaitent moins se déplacer pour limiter les frais de carburant. En conclusion, s'il y a des offres d'emplois attractives à proximité, les habitants de la vallée seront les premiers intéressés.

Le Président insiste sur le fait que la préférence d'une population par rapport à une autre n'est en aucun cas possible puisqu'il s'agit de discrimination mais que la création d'emplois industriels et artisanaux sur le territoire aura de toute façon un impact positif puisqu'aujourd'hui il n'y a pas suffisamment d'offres.

Q : M. Cimetière : Jusqu'où peut-on aller dans le cahier des charges pour favoriser l'installation d'entreprises résilientes ?

R : M. Bachmann indique que le CCCT est un contrat qui engage les parties qui décident librement de le signer. Il est cependant préférable d'y intégrer des clauses qui peuvent être vérifiées a priori et donc notamment par le biais d'un permis de construire.

M. Thoumelin ajoute qu'il est difficile d'anticiper les besoins du marché et donc de connaître à l'avance la typologie des entreprises intéressées. Il indique que les autres zones du même type se sont dotées de commission d'attribution ad hoc, constituées d'élus, de la CCI et de partenaires pour attribuer les terrains en fonction des besoins du territoire. Il peut également y avoir une orientation qui est prise comme cela a été le cas il y a quelques années avec l'eau de qualité alimentaire qui a attiré des entreprises de l'agro-alimentaire.

M. Cimetière redit son souhait que le projet intègre des entreprises liées à l'agriculture locale.

Q : Francis Kohler : Quelles sont les compensations pour la zone humide ? Et comment seront gérées les pollutions émanant de la circulation de poids-lourds ?

R : M. Bachmann revient sur la logique de la séquence ERC (Eviter, Réduire, Compenser) et à l'objectif d'atteindre une équivalence fonctionnelle. Pour ce faire, il

## ZAC DAWEID

### Compte-rendu – Réunion publique 13 décembre 2022

Accusé de réception en préfecture  
068-246800569-20230209-CC230209-060200-DE  
Date de télétransmission : 20/02/2023  
Date de réception préfecture : 20/02/2023



est prévu d'éviter une partie importante des zones humides pédologiques repérées et d'en améliorer les qualités en créant des prairies, puis de procéder à des travaux de génie écologique dans la partie est pour créer de nouvelles zones humides. La plantation de haies en limite de ces espaces et des lots viendra encore améliorer le bilan.

En ce qui concerne la pollution potentielle des eaux de voiries, la doctrine de gestion des eaux pluviales a changé récemment. Historiquement, des réseaux de collecte et des ouvrages du type séparateurs d'hydrocarbures devaient être mis en place. Ces dispositifs étaient souvent mal entretenus et ne remplissaient donc pas leur rôle sur le long terme. Aujourd'hui, la doctrine nous impose d'infiltrer les eaux de ruissellement. Le projet prévoit donc l'infiltration directe des eaux pluviales dans les noues qui bordent les voies, une garde d'un mètre par rapport au toit de la nappe phréatique sera conservée pour permettre le retrait des terres polluées en cas de pollution accidentelle (renversement d'un poids-lourds par exemple).

L'assemblée n'ayant plus de question, les modalités de la concertation et les autres procédures de participation du public à venir sont rappelées. Il est notamment indiqué que la concertation préalable à la création de la ZAC prendra fin 15 jours après la réunion publique soit le 28 décembre 2022. Un bilan en sera ensuite tiré.

L'étude d'impact fera l'objet d'une mise à disposition du public par voie électronique (site internet de la CCRG) en phase de création puis en phase de réalisation de la ZAC.

Une enquête publique portera sur la mise en compatibilité du PLU d'Issenheim et sur la demande d'autorisation environnementale.

Fait par Quentin DURET, le 14 décembre 2022

**Annexe 5 - Registre dématérialisé – Contributions au projet de ZAC Daweid**

Extraction *in extenso* des commentaires du registre

Numéro	Date	Nom et Prénom	Commentaire
1	07/11/2021	Mellinger Pauline	<p>Bonjour,</p> <p>A l'heure de l'urgence du changement climatique, de la dramatique chute de la biodiversité et du besoin impérieux d'être autonome au niveau alimentaire, comment pouvez vous bétonner à tout va ? Pas une année sans un nouveau lotissement, une nouvelle zone industrielle... Où est la cohérence avec les engagements pris ? Il serait temps d'arrêter les beaux discours et d'agir de manière responsable pour les générations à venir !</p> <p>Dans l'espoir que nos dirigeants trouvent la raison et aient des actes cohérents avec leurs discours pro environnement,</p> <p>Pauline Mellinger.</p>
2	07/11/2021	Martin Limouzin	<p>À l'heure où de plus en plus d'espèces disparaissent à cause de la destruction de leur lieu de vie, grignoter sans cesse davantage sur les terrains naturels ou agricoles est un non sens complet.</p>
3	09/11/2021	Eric THOUMELIN ADIRA	<p>Bonjour,</p> <p>L'ADIRA (Agence de développement économique d'Alsace) accompagne votre Collectivité et les principales entreprises industrielles de votre territoire depuis de nombreuses années.</p> <p>Force est de constater que le périmètre de la CCRG est - comme toute l'Alsace - en pénurie de foncier économique disponible.</p> <p>Vous n'avez pourtant pas économisé vos efforts pour boucher les dents creuses, optimiser l'espace et réaliser des investissements importants pour reconquérir des friches. Nous avons ainsi réussi à trouvé preneur à chaque fois qu'un bâtiment se libérait y compris, récemment, pour l'ancien bâtiment Sevenday.</p> <p>Ainsi, vous êtes la seule collectivité haut-rhinoise à avoir réhabilité une friche (Bigstar) pour y réaliser votre pépinière d'entreprises lors de l'appel à projet de l'ex-conseil général du Haut-Rhin.</p>

			<p>Ensemble, nous avons travaillé sur la reconversion des friches NSC et la ville de Guebwiller figure parmi les lauréats nationaux en la matière. Un autre projet de reconversion de friche est en cours à Buhl.</p> <p>Néanmoins, ceci ne suffit pas car votre territoire est particulièrement attractif, notamment pour les PME et des projets industriels y trouveraient leur compte si du foncier était disponible.</p> <p>Je trouve que le site que vous avez retenu pour votre projet est particulièrement bien choisi, éloigné des habitations tout en étant proche de l'espace aggloméré et à proximité immédiate d'une voirie structurante.</p> <p>J'espère que vous arriverez à le mener à bien et vous accompagnerai avec plaisir.</p> <p>Cordialement, Eric THOUMEIN - ADIRA</p>
4	17/11/2021	Frédérique BRAGARD	<p>Ce projet ne s'inscrit pas dans les préconisations actuelles concernant l'environnement.</p> <p>Le projet est basé sur un SCOT datant de 2016 et ne prenant pas en compte les enjeux climatiques actuels, ni l'objectif Zéro Artificialisation Nette du plan Biodiversité, qui demande de limiter autant que possible la consommation de nouveaux espaces et, lorsque c'est impossible, de « rendre à la nature » l'équivalent des superficies consommées.</p> <p>La création de cette zone conduit à détruire des terres agricoles qui diminuent la capacité de production alimentaire. Le Haut-Rhin n'est déjà pas mesure d'alimenter sa population alors que ce territoire possédait des terres fertiles. Le priver de terres agricoles fragilise davantage la population.</p> <p>Le Florival est une vallée touristique. Enticher son entrée ne fera que l'enlaidir. Ce qui serait bien dommageable, pour les habitants et les vacanciers.</p> <p>En en terme d'emplois, que savons-nous de ces entreprises qui vont potentiellement s'installer ? Ne nous laissons pas tromper par l'annonce de créations d'emplois. Certains seront créés dans la nouvelle ZAC, mais d'autres détruits ailleurs. Si toutefois des entreprises souhaitent s'installer, une densification est possible dans les Zones artisanales et industrielles existantes sur le territoire du Florival. Elles peuvent être accueillies dans les friches ou zones non encore construites.</p> <p>L'artificialisation de du lieu-dit Daweid conduit à la non-créeation, voire destruction d'emplois dans l'alimentation : perte de la terre pour les agriculteurs qui cultivaient, impossibilité de créer des zones de maraîchages « viables » qui sont source d'emploi non délocalisables ou de tout autre projet relatif à l'utilisation de terres agricoles.</p> <p>La création de cette ZAC conduira à terme à « re-naturer » des zones induisant des coûts encore non estimables aujourd'hui, limitera la capacité de résilience alimentaire, augmentera les émissions de</p>

			CO2 et de polluants atmosphériques, génèrera des nuisances sonores, fragilisera la faune et la flore, et induira de nouveaux risques pour les habitants. Dans l'intérêt de la population et de la nature, il est absolument nécessaire de suspendre ce projet. Les 7M€ qui lui sont dédiés pourront être réutilisés pour des activités plus respectueuses de l'environnement et de l'Homme.
5	18/11/2021	CIMETIERE Ludovic	La Surface Agricole Utile de la CCRG est de moins de 1000m2 par habitant (contre 4000 pour le territoire national). Nourrir une personne requière 4000m2 avec le régime alimentaire actuel (source : Outil CRATER). Cela signifie que notre territoire n'aurait pas la capacité de nourrir sa population en cas de "choc" ne permettant plus à la population d'accéder à des aliments produits ailleurs. Ce que disent les scientifiques du GIEC qui travaillent sur le dérèglement climatique, c'est qu'à 2° d'augmentation de la température par rapport à l'ère pré-industrielle, c'est une instabilité alimentaire mondiale qui se produira probablement. Et les 2° d'augmentation devraient être atteints entre 2040 et 2050. Ce seul argument me paraît devoir être pris en compte dans une vision long terme de la politique d'aménagement de notre territoire. La mise en oeuvre d'une ZAC rendra tout retour en arrière irréversible. Il est certes toujours difficile de résister à un intérêt de court terme face à un bénéfice de long terme mais il me semble que c'est le devoir de décideurs éclairés d'agir ainsi. La population, par ailleurs de plus en plus sensibilisée aux enjeux environnementaux, verrait j'en suis certain d'un œil positif une évolution du projet actuel de la CCRG.
6	22/11/2021	GUARELLE SELMA	Bonjour, comment pouvez-vous garantir que les entreprises qui s'installeront sur cette zone recruteront les personnels, les salariés sur le territoire de la CCRG ?
7	22/11/2021	FRANK Patrick	Bonjour, en 2021, une politique d'artificialisation de sols cultivables est pour moi une aberration. A l'heure où l'on parle de relocalisation, de développer et distribuer plus de nourriture produite localement, il m'apparaît comme un non-sens d'utiliser des terres agricoles ou cultivables à ce type de projet, soit-il pavillonnaire ou commercial. Je m'exprime en tant que citoyen alsacien, non résident de la commune concernée, mais concernée par le devenir de notre "humanité", si ce terme a encore un sens face aux enjeux financiers et de pouvoirs dont ces projets sont l'objet. "Pérenniser l'emploi" ? Oui, je peux l'entendre, mais quel sens cela a-t-il dans un monde à bout de souffle et dans une course insensée au "toujours plus" ? Cordialement.
8	22/11/2021	De Carvalho Françoise	Je pense qu'il faut vraiment réfléchir sur le long terme : il faut penser biodiversité et non pas toujours rentabilité économique car on sait bien que certaines zones d'activité économiques ne sont utilisées

			que quelques années avant d'être abandonnées. Réhabilitons les zones "oubliées" avant de vouloir en créer des nouvelles. Ca sera aussi de l'emploi !
9	22/11/2021	Odile Kritter	L'argument du développement et de la pérennisation de l'emploi pour s'exonérer de la destruction encore et encore de terres agricoles est irrecevable dans le contexte actuel. Brandi comme une épée de Damoclès il laisse entendre que celui qui s'y opposerait ne souhaiterait que le déclin économique. Or, de multiples alternatives pour un développement sont possibles sur notre territoire comme ailleurs, les friches à l'abandon sont légion et la non- bétonisation des terres doit être UNE PRIORITÉ ABSOLUE La redynamisation des centres bourgs est préconisée, l'extension des zones à urbaniser est à bannir et pourtant avec ce projet, une nouvelle fois, ces directives ne sont pas prises en considération. D'autre part, il est un sujet dont on ne traite que peu, qui lui aussi serait créateur d'emploi et, qui plus est, répondrait aux besoins alimentaires de la population, à savoir l'installation de maraichers et autres petits producteurs. Des demandes d'installation parviennent aux communes et elles sont dans l'impossibilité d'y répondre favorablement. Les vergers ont disparu au profit des lotissements et à présent les terres agricoles sont détournées de leur affectation Il serait grand temps de sortir des logiques d'antan et d'anticiper de manière plus réfléchie les enjeux d'aujourd'hui.
10	22/11/2021	Grandidier jean-louis	Résilience alimentaire, résilience climatique, artificialisation des sols, il me semble que ce soit d'actualité non ? Où auront nous nos cultures ? A 20 kms, 50 kms, 200 kms ? C'est juste un non sens total et en opposition complète avec les recommandations du Giec et des spécialistes du climat comme la société Carbone 4 Ah oui j'oubliais il faut de la croissance infinie et de l'emploi Nos enfants nous accuseront ...
11	23/11/2021	Calvat Cybèle	En ces temps de changement climatique, de raréfaction des espèces, et de disparition de terres agricoles, nous n'avons pas besoin de cette ZAC mais plutôt de sanctuariser des espaces naturels pour préserver nos ressources de demain. Non à la bétonisation des terres agricoles !! Stop aux projets débilés !
12	25/11/2021	Bock Josué	Je suis opposé à ce projet, qui ne prévoit pas de compensation environnementale pour contrebalancer l'artificialisation d'une surface importante (47 hectares) de sols, et plus généralement l'impact potentiel sur la biodiversité dans cette zone

13	26/11/2021	Brégeard Claire	Non à l'artificialisation des terres, projet anachronique face aux enjeux climatiques et environnementaux actuels
14	26/11/2021	catherine Tavernier	Nous devrions faire tout notre possible pour garder nos agriculteurs locaux et non leur enlever leur "outil" de travail ! C'est eux qui nous nourrissent !
15	27/11/2021	WAHRINGER Lucien	Mais où allez-vous arrêter la bétonisation de notre beau "Florival": vallée des fleurs.... Il faudra changer le nom de la vallée. Mais quel héritage laissons-nous à nos enfants en détruisant les terres agricoles qui nous nourrissent, en détruisant le poumon vert qui nous permet à nous, aux insectes, de respirer, de vivre. Et tout cela, pour le Dieu Argent !!!
16	27/11/2021	DE SIMONE Corentin	CCRG, bonjour.  Par le présent message je souhaite exprimer au-dessus toute considération politique mais avec un certain sens de l'anticipation, un avis concernant le projet de ZAC à Issenheim sur les champs du lieu-dit "Daweid".  En tant que jeune éco-citoyen de 21 ans je dénonce avec cinglance et condamne ce projet tout droit sorti d'un autre temps. En effet, on peut très bien assurer de l'emploi et de l'attractivité économique au territoire sans avoir à détruire de nouvelles terres agricoles qui malgré les pesticides constituent des espaces moins stériles que le béton! Les champs auront un rôle accru à l'avenir pour assurer la résilience alimentaire d'une société amenée à éviter une totale dépendance aux exportations, dont les flux peuvent rapidement se gripper à l'occasion de crises majeures comme celle du COVID dont des leçons doivent être tirées si nous voulons nous en sortir. Les parcelles que vous souhaitez détruire peuvent passer en bio si les fermiers y sont encouragés, d'autant que le bio local est amené à se développer et à fournir emploi et attractivité tout en respectant la Nature. Donc dans cette optique ne vous coupez pas l'herbe sous le pied.  Aussi, je ne suis pas sûr que construire partout des entrepôts sur votre territoire soit une belle carte postale pour ce dernier qui une fois cette ZAC construite perdra de sa beauté, de son originalité et ressemblera à tant d'autres endroits déjà artificialisés dans notre région.

			<p>Je suis en colère qu'on puisse encore suivre aujourd'hui une logique économique s'effectuant au détriment du vivant et selon des notions d'emploi et d'attractivité uniquement conçues dans un sens matériel et consumériste.</p> <p>Je vous appelle donc à renoncer à ce projet et à reconsidérer ce que vous voulez faire de ce territoire, le florival.</p> <p>En vous remerciant d'avoir lu et de plus tard porter attention à mon message dans vos délibérations, je vous adresse mes sentiments dévoués.</p> <p>Salutations respectueuses,</p> <p>Corentin DE SIMONE.</p>
17	28/11/2021	METZ-FALLOURD Chantal	<p>Les friches industrielles dans les vallées alsaciennes comme dans celles de Guebwiller devraient être en priorité réinvesties de la même manière que "les dents creuses" pour l'habitat. Pour cela, il faut une volonté politique qui demande sûrement bien plus d'effort que la création d'une zone mangeuse de ces précieuses terres agricoles.</p> <p>Comment se fait-il qu'il semble si simple de les stériliser alors qu'il est quasi impossible à des agriculteurs de s'installer s'ils n'en sont pas des héritiers?</p> <p>Où est la logique en ces temps où il faudrait faire preuve d'un peu plus d'imagination si ce n'est de bon sens.</p> <p>Vous parlez de projet ambitieux, il le serait vraiment si vous innoviez dans votre manière de revivifier le territoire en maîtrisant autrement l'impact global sur celui-ci: en réduisant les "verrues" que sont les friches, en réorientant le flux des déplacements et en finissant avec ses zones d'entrée d'agglomération qui ont défiguré nos paysages au point que des journalistes parlent de "la France moche".</p> <p>Il y a pourtant une petite chanson qui proclame que "notre Alsace est belle". Quand arrêterons-nous le massacre!</p>
18	29/11/2021	Philippe Gwladys	<p>Je suis contre ce projet. Il y a encore des bâtiments vacants à réhabiliter sur la zone artisanal. On crée des bureaux et commerces au centre ville de Guebwiller alors qu'il y a des commerces vides. Surtout, on détruit des terres agricoles de façon irrémédiable. C'est un bien précieux pour nourrir les générations futures. Nous n'avons pas le droit de spoiler la terre, utilisons déjà l'existant ! Il n'y a déjà plus de vergers dans notre belle vallée...</p>

19	29/11/2021	RESSEL Mélanie	<p>Alors que nous sommes dans la sixième extinction de masse avec une perte croissante de la biodiversité dans nos pays, vous décidez de réduire encore le peu d'espace qu'il reste aux animaux sauvages.</p> <p>De plus, la pollution ne cesse d'accroître, ce n'est pas en déversant des tonnes de bitume que ça va cesser...</p> <p>Et je finirais avec le fait qu'il y a un réchauffement climatique qui comme les paragraphes précédent, est en évolution !</p> <p>Le rôle de nos politiciens est de faire en sorte de préserver ses concitoyens. Vous parlez d'emplois, je parle de descendances qui vont vivre dans un monde où seule l'économie compte aux yeux de nos politiciens.</p> <p>Réveillez-vous et pensez à vos enfants avant de penser au porte monnaie.</p> <p>Bien à vous...</p>
20	29/11/2021	WILDY Brigitte	<p>Bonjour</p> <p>à la lecture des dernières données insee 2018 ,concernant la CCRG, le taux de chômage était de 12%, et le taux de pauvreté de 10% .</p> <p>Pour enrayer la paupérisation de notre territoire ,il est donc urgent d'engager des mesures attractives pour l'implantation de nouvelles entreprises à proximité immédiate du pôle urbain .Offrir des emplois de proximité c'est limiter les déplacements quotidiens des salariés . Ainsi le site de Daweid ,contigu à la zone artisanale existante ,est idéalement situé .</p>
21	29/11/2021	LAMBERT Paul	<p>De nombreuses entreprises ne peuvent pas s'implanter sur le territoire de la CCRG car il n'y a plus de foncier à vocation économique de disponible .</p> <p>A titre d'exemple ,je citerai une entreprise de recyclage et de concassage de matériaux qui ne peut plus travailler sur ce territoire . Recycler des matériaux sur place ,et les réutiliser sur place est vertueux sur le plan environnemental .</p> <p>Empêcher aux entreprises de s'installer ici ,c'est obliger les habitants de notre territoire à faire de longs trajets en voiture pour rejoindre le lieu de travail éloigné .</p> <p>La réalisation de la zone du Daweid permettra à nos habitants de vivre et de travailler ici ,près de leur lieu de résidence .</p>
22	30/11/2021	Kuentz André	<p>Projet complètement mégalo ...; Le prétexte d'emplois est totalement ridicule de notre temps .</p> <p>Il y a suffisamment de friches industrielles ; ou faut-il y voir une concurrence avec les projets sur Aspach ou Ensisheim ; Plaine d'Alsace = Zone industrielle = Belle perspective pour notre biodiversité de notre avenir avec des compensations environnementales qui seront bien sûr ridicules !!</p>

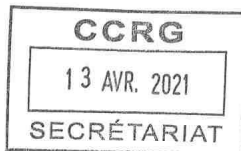
			<p>Complètement contre ce projet délirant .</p> <p>André Kuentz</p>
23	08/12/2021	Alsace Nature Florival	<p>Le groupe local Florival d'Alsace Nature, soutenu par les instances départementales et régionales de la fédération Alsace Nature, s'oppose fermement à toute forme d'artificialisation du site agricole du Daweid en vertu du respect du principe de « zéro artificialisation nette des sols » et en soutien aux acteurs économiques d'une agriculture de proximité.</p> <p>Alors que l'urgence climatique nous impose à toutes et à tous des décisions vertueuses de ménagement des espaces naturels, nous déplorons que les élus de notre Communauté de Communes continuent de s'enfermer dans une idéologie mortifère de déni des enjeux du réchauffement climatique, au mépris de l'avenir de notre territoire et des Générations Futures.</p> <p>Nous demandons la sanctuarisation de tous les espaces naturels et agricoles de la CCRG afin de préserver les capacités d'infiltration des sols, de favoriser la fixation du carbone, d'éviter l'augmentation des pénétrations automobiles et des diverses pollutions, de favoriser le retour de la biodiversité et de préserver la qualité paysagère de notre entrée de vallée.</p> <p>Nous exprimons notre opposition à l'urbanisation massive engagée par le Conseil Communautaire, en totale contradiction avec les diagnostics du GIEC et avec les préconisations de la Loi Climat et Résilience du 22 août 2021. Ces orientations déraisonnables menacent en effet durablement l'avenir de notre vallée et la qualité de vie de ses habitants.</p> <p>Nous soutenons par ailleurs les réflexions menées par la commission « Résilience alimentaire » du PETR Pays Rhin Vignoble Grand-Ballon qui encouragent l'autonomie alimentaire en circuits courts. La perspective de remplacement des monocultures de maïs, grandes consommatrices d'eau, d'engrais et de pesticides, néfastes à la qualité des sols et biocides pour le Vivant, par des cultures maraîchères et des productions de petits fruits en mode biologique, est une alternative économique à laquelle nous apportons volontiers notre soutien.</p> <p>Car nos terres sont destinées à nourrir la population et non les ambitions ou les prétentions d'un certain nombre d'élus. L'intérêt général du territoire, de la Nature, de la Planète et de l'Avenir des jeunes générations doit rester la priorité absolue des engagements de notre Communauté de</p>

			Communes. Car Demain se décide dès aujourd'hui et tous les porteurs de décisions en sont co-responsables...
			Guebwiller, le 8 décembre 2021
24	10/12/2021	Association VAL	<p>Réunie en Assemblée Générale Ordinaire le 2 octobre 2021, l'association VAL (Vivre et Agir à Linthal), composée de 275 membres, adhérente aux collectifs « Florival en Transition », « Alternatiba », « Action Climat Florival » et « Stop Fessenheim », membre du Conseil de Développement du PETR Rhin Vignoble Grand-Ballon, a exprimé, à l'unanimité, son opposition au projet d'urbanisation des terrains agricoles du Daweid, ban d'Issenheim, mené par la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller.</p> <p>Engagés dans la commission « Résilience Alimentaire » du PETR, nous nous mobilisons selon nos finalités statutaires pour la promotion des circuits courts d'alimentation locale et bio, en soutien aux agriculteurs engagés dans une démarche éco-responsable. Nous nous élevons avec force contre le massacre programmé de 37 hectares de terres agricoles qui pourraient nourrir de manière vertueuse et écologique une bonne partie de la CCRG. Nous déplorons que les décideurs de notre intercommunalité se refusent avec obstination de prendre en compte les exigences de l'urgence climatique et veulent à tout prix perpétuer les vieilles pratiques destructrices qui menacent aujourd'hui l'avenir de la planète. Nous demandons solennellement que la prise en compte des menaces écologiques soit mise au cœur de toutes les priorités et qu'aucune décision dévastatrice pour l'environnement de notre territoire ne soit plus jamais prise, au mépris des populations et de l'avenir de nos enfants.</p> <p>Nous espérons pouvoir compter sur la responsabilité de nos élus face à la survie des générations futures pour que ce projet si nuisible soit définitivement abandonné.</p> <p>La présidente Isabelle MARTIN et le comité de VAL</p>
25	13/12/2021	BUECHER BRIAN	<p>Bonjour</p> <p>ce territoire a subi de plein fouet la désindustrialisation au cours de ces 30 dernières années : liquidation des industries textiles, pertes des emplois de la construction mécanique chez SCHLUMBERGER, liquidation de RABEWERK, liquidation de GAP Star, liquidation de SEVENDAY . Aujourd'hui ce territoire n'est pas en mesure d'accueillir le développement d'entreprises car il n'y a pas de foncier artisanal ou industriel de disponible à proximité immédiate des grands axes de</p>

			communication .Cette zone Daweid est nécessaire pour enrayer la paupérisation du secteur de Guebwiller .
26	13/12/2021	GABRICHIDZE AUDREY	<p>Bonjour</p> <p>il est courant de voir des habitants de notre secteur ,faire de longs trajets en voiture pour rejoindre le secteur de Bâle ,ou l'Allemagne, ou Colmar ou Mulhouse ,ou Cernay .En effet ces pôles industriels sont attractifs pour les employés qualifiés des secteurs technologiques . Ces habitants veulent habiter notre territoire car la qualité de vie y est excellente et tous les services utiles à la population sont présents ici .Il ne manque que les emplois et les entreprises qui auraient besoin de cette main d'œuvre qualifiée car il n' y a plus d'espaces disponibles pour accueillir ces entreprises . Ici ,malheureusement , c'est le sous développement industriel qui semble privilégié . Il est urgent de redevenir attractif pour les entreprises afin de relocaliser les emplois chez nous . Pour cela ,je formule le voeu que Daweid soit réalisé rapidement .</p>
27	26/12/2022	Ludovic CIMETIERE	<p>La période que nous vivons actuellement montre que les années et décennies à venir vont être traversées par des chocs dont les manifestations, difficilement prévisibles, risquent de déstabiliser nos sociétés et donc de faire peser un certain nombre d'incertitudes sur les habitants de notre communauté de commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chocs liés au dérèglement du climat</li> <li>- chocs liés à la tension croissante sur les énergies (pic de production du pétrole conventionnel en 2008)</li> <li>- chocs économiques et sociaux induits par les 2 points précédents.</li> </ul> <p>Les décideurs locaux seront dans ce contexte en première ligne pour répondre aux attentes de la population avec le plus de discernement possible sur ces sujets et d'avoir une vision long terme pour ce qui nous engage durablement : c'est le cas du devenir de la zone de Daweid.</p> <p>Dans une situation de tension, j'observe que très rapidement notre réflexe collectif est de nous soucier de nos besoins fondamentaux : se sentir en sécurité, garantir un niveau de santé minimum, avoir un logement, se nourrir, ...</p> <p>La résilience alimentaire de notre territoire pourrait être essentielle pour faire face aux conséquences des chocs évoqués ci-dessus (défaillance des entreprises de transport, difficulté subie de l'approvisionnement en carburants, blocages liés à des tensions sociales, ...)</p>

			<p>Par ailleurs, plusieurs risques pèsent sur les entreprises qui s'installeraient sur la ZAC :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- sauraient-elles durablement faire face à la baisse (déjà engagée pour l'Europe depuis plus de 10 ans) d'approvisionnement en pétrole et, avec un décalage de 20 à 30 ans en gaz (hors événement géopolitique qui accélérerait ce phénomène) ?</li><li>- auraient-elles un process industriel décarboné compatible avec les objectifs de la SNBC ?</li><li>- les stratégies industrielles des entreprises quant à leur localisation évoluent rapidement. Dans un monde en tension, ce rythme ne peut que s'accélérer.</li></ul> <p>Le risque de créer à plus ou moins brève échéance de nouvelles friches industrielles n'est-il pas réel ? Et cela en ayant supprimé définitivement une importante capacité locale de production alimentaire.</p> <p>N'existerait-il pas "un chemin" permettant d'allier le soutien à l'emploi local, la baisse des besoins de transport et la résilience du territoire ?</p> <p>C'est dans esprit que s'inscrit la réflexion que je sou mets ci-dessous :</p> <p>Garder à la zone de Daweid sa vocation agricole mais en l'orientant vers des activités qui bénéficieraient directement aux habitants du territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- productions maraîchères</li><li>- production agricole à vocation alimentaire (céréales pour le pain, les pâtes, ..)</li><li>- structures de stockage et transformation des productions</li></ul> <p>Il y a également des co-bénéfices à creuser : avec les déchetteries pour les matières organiques, interactions avec les habitants du territoire, partenariat avec les cuisines centrales d'établissements scolaires, péri scolaires, médicaux ou EHPAD, partenariat avec des lycées agricoles ou hôteliers, ... Cela pourrait induire une vraie dynamique territoriale autour d'une telle démarche.</p> <p>Suivant la manière dont elles sont opérées, ces activités peuvent être intenses en emploi.</p> <p>En résumé, un projet porteur d'une vision positive et d'une réponse pragmatique à certains enjeux locaux et qui pourrait être partagée par nos concitoyens.</p> <p>Ces quelques éléments de réflexion ne constituent en aucune manière un projet abouti. Ils ne sont modestement que le début d'une vision qui doit être co-construite avec différents acteurs des domaines concernés.</p>
--	--	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

			<p>Même si cela change les choses, les transformations que nous vivons nécessitent de réactualiser la vision d'un projet engagé à une époque où nous n'étions pas encore suffisamment conscients des risques et incertitudes pesant sur notre avenir, dont certains se matérialisent clairement depuis.</p> <p>Il me semble qu'il serait tout à l'honneur des décideurs de la CCRG de prendre en compte ces nouvelles réalités.</p> <p>Les habitants du territoire ne pourraient, j'en suis certain, que leur en être reconnaissants.</p>
--	--	--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



Partout où la nature a besoin de nous

Guebwiller, le 12 avril 2021

Monsieur Marcello ROTOLO

Président de la Communauté de Communes  
de la Région de Guebwiller

1, rue des Malgré-Nous  
68500 GUEBWILLER

Monsieur le Président,

Nous nous permettons de revenir à vous à la lecture de l'ordre du jour  
de la prochaine réunion du Conseil Communautaire en date du 15 avril 2021.

Nous avons notamment relevé qu'au titre du point 7 intitulé « Zones  
d'Activités Economiques », notre collectivité envisage, en alinéa 7.3, de  
nouvelles acquisitions de terrain pour étendre l'urbanisation planifiée au  
canton Daweid d'Issenheim et, en alinéa 7.4., la validation définitive de la  
nouvelle ZAC implantée sur ledit site à vocation agricole.

A l'issue de consultations au sein du groupe local et de la Coordination  
Départementale 68, nous avons l'honneur et le devoir de vous renouveler,  
une fois de plus car telle est la vocation statutaire d'Alsace Nature et  
l'obligation morale de ses adhérents, notre entière et unanime opposition à  
la transformation des terres cultivables de notre territoire, fussent-elles  
plantées de maïs, en zone à bâtir à vocation économique ou résidentielle.

Ces terrains agricoles n'ont qu'une seule destination et l'étymologie  
du « Daweid » nous le rappelle : nourrir les populations et leurs troupeaux  
(de « Weide » : pâture, pâturage). Nos terres constituent une richesse  
inestimable dans un monde qui se doit d'assurer une alimentation décente  
et équilibrée à une population croissante, elles sont l'or vert de nos  
territoires et nul ne peut se prévaloir d'un quelconque droit à les anéantir.

C'est ainsi que depuis quelques mois s'est constitué, au sein du PETER  
Pays Rhin Vignoble Grand-Ballon, un groupe de travail « Résilience  
alimentaire » constitué d'élus, de techniciens territoriaux, de  
professionnels de l'agriculture, de partenaires institutionnels et de  
personnes-ressource associatives qui oeuvrent, en lien avec Monsieur Alain  
BERTRON, à définir les enjeux de la relocalisation agricole et à relever les  
défis de l'autonomie alimentaire. La dernière réunion du 31 mars 2021 s'est  
déroulée à la Cave Dimière de Guebwiller en présence de Monsieur Francis  
KLEITZ, président du PETER, et a permis à tous les participants de prendre  
conscience, après le témoignage de plusieurs agriculteurs, des besoins de la  
profession en ressources foncières, soit pour développer des projets de  
maraîchage, soit pour privilégier les plantes fourragères qui manquent tant  
aux éleveurs de la moyenne montagne ou des chaumes d'altitude.

alsace nature

Groupe Local  
Florival

Secrétariat général  
8 rue Adèle Riton  
67000 Strasbourg  
Tél : 03.88.37.07.58  
Fax : 03.88.25.52.66  
siegeregion@alsacenature.org

www.alsacenature.org

Alsace Nature - Association fédérative régionale pour la protection de la nature est membre de France Nature Environnement et est reconnue d'utilité publique.  
L'association est habilitée à percevoir des legs et des produits d'assurance vie. Il n'est jamais trop tôt pour préparer sa succession !

Annexe 6  
Accusé de réception en préfecture  
068-246800569-20230209-CC230209-060200-DE  
Date de télétransmission : 20/02/2023  
Date de réception préfecture : 20/02/2023

Il nous paraît dès lors aussi inconcevable que contradictoire de vouloir  
songer, ne fût-ce qu'un seul instant, à sacrifier 37 ha de ces terres  
nourricières, source d'avenir pour la promotion des circuits courts  
alimentaires, sur l'autel d'un développement exponentiel et débridé afin  
d'y implanter des zones densément urbanisées. Celles-ci généreront  
inégalement toutes ces déplorables nuisances qui menacent la santé, la  
sérénité et la sécurité de nos concitoyens : pollutions atmosphériques et  
visuelles, bruit, pénétration automobile, insécurité routière, dégradations  
paysagères irréversibles dans une entrée de vallée déjà largement défigurée  
par une succession de verrues architecturales (Aire d'Activité de Soultz et,  
depuis peu, urbanisation du « rond point Mader »).

Nous ne reviendrons pas en détail sur la problématique de  
l'artificialisation des sols, déjà largement développée dans la  
correspondance en date du 12 mars 2021, et que dénoncent régulièrement  
tous les experts scientifiques chargés d'alerter les décideurs politiques et  
économiques sur les racines de la crise écologique et sur les défis de  
l'urgence climatique. Une terre agricole, même plantée de maïs, est  
susceptible d'être amendée et revalorisée : elle sera donc  
incontestablement préférable à une imperméabilisation définitive par  
bétonisation et bitumage...

« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs » disait déjà le  
président Jacques CHIRAC au Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002.  
En vingt ans, les dirigeants de la planète n'ont jamais cessé d'alimenter le  
brasier, avec frénésie et aveuglement, à tel point que la dégradation  
climatique est désormais annoncée comme irréversible... si une rupture  
écologique intégrale et définitive n'est pas immédiatement mise en œuvre  
à tous les échelons de décision : local, régional, national et mondial.

Notre Communauté de Communes se trouve donc désormais parvenue  
à la croisée des chemins : soit elle persiste dans le déni climatique en  
s'obstinant dans des ambitions démesurées, déraisonnables et obsolètes  
d'expansion urbanistique ; soit elle fait le choix de privilégier le seul intérêt  
général, celui de notre territoire, celui de notre biodiversité, celui des  
générations futures, celui de la Planète et de son Humanité. En réalité, il  
n'y qu'un seul choix car c'est celui de l'Espoir et de l'Avenir !

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers  
communautaires, nous, citoyens du Florival, comptons sur vous pour que ces  
projets d'aménagement d'ampleur pharaonique, si nuisibles pour la région  
de Guebwiller, soient définitivement abandonnés. Nous sommes persuadés  
que le bon sens peut et doit enfin nous permettre de regarder, toutes et  
tous, dans la bonne direction afin qu'ensemble nous puissions éteindre cet  
incendie climatique qui ravage notre planète, notre unique Planète !

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,  
l'expression de nos cordiales salutations écocitoyennes.

Pour le groupe local Florival d'Alsace Nature : Hubert MARTIN, pilote-animateur

Copie à tous les maires de la CCRG et à la presse locale

Alsace Nature - Association fédérative régionale pour la protection de la nature est membre de France Nature Environnement et est reconnue d'utilité publique.  
L'association est habilitée à percevoir des legs et des produits d'assurance vie. Il n'est jamais trop tôt pour préparer sa succession !

Guebwiller, le 27 avril 2021

Monsieur Hubert MARTIN

ALSACE NATURE

71 A rue du Hilsenfirst

68610 LINTHAL

Affaire suivie par Annick SCHERMESSER

Objet : votre courrier du 12 avril 2021

Monsieur,

J'ai pris bonne réception de votre courrier entré dans mes services le 13 avril dernier.

J'ai à nouveau pu prendre connaissance de vos différents arguments que vous aviez déjà évoqué dans vos courriers précédents.

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller fait également le choix de privilégier le seul intérêt général en trouvant un juste équilibre entre les différents impératifs du territoire : offrir à nos concitoyens et à nos jeunes des perspectives d'emploi pour réaliser leur projet de vie tout en préservant notre environnement et notre cadre de vie.

C'est la raison pour laquelle, nous avons décidé de nous appuyer sur l'association PALME pour nous accompagner dans notre démarche de qualité environnementale pour la création de notre nouvelle zone d'activités économiques au lieu-dit Daweid. Ce point a d'ailleurs été adopté à l'unanimité lors du Conseil Communautaire du 15 avril dernier.

Je vous invite donc dorénavant à nous faire part de vos remarques lors de la concertation fixée par les textes en vigueur.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président,



Marcello ROTOLO

Copie :

André Schlegel – Vice-Président du ressort

SIÈGE :

1 rue des Malgré-Nous - BP 80114 - F-68502 Guebwiller Cedex  
Tél. 03 89 62 12 34 - Fax 03 89 62 12 20  
e-mail : infos@cc-quebwiller.fr - Site : www.cc-quebwiller.fr

SERVICE ENVIRONNEMENT ET ATELIERS :

13 rue de l'Électricité - F-68502 Guebwiller Cedex  
Tél. 03 89 28 59 90 - Fax 03 89 28 59 95  
e-mail : environnement@cc-quebwiller.fr

Accusé de réception en préfecture  
068-246800569-20230209-CC230209-060200-DE  
Date de télétransmission : 20/02/2023  
Date de réception préfecture : 20/02/2023

Florival en Transition  
Alternatiba Soultz  
Alsace Nature Florival

Monsieur le Président de la Communauté de  
Communes de la Région de Guebwiller  
Mesdames et Messieurs les Vice-Président.e.s  
Mesdames et Messieurs les conseiller.ère.s  
communautaires

Guebwiller, le 14 avril 2021,

**Objet :** Projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) à vocation économique au  
lieu-dit Daweid à Issenheim

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Après avoir décidé en février 2020 de l'acquisition de terrains au lieu-dit Daweid à Issenheim, le Conseil Communautaire de la CCRG s'apprête dans sa séance du 15 avril 2021 à compléter les acquisitions déjà faites, et à approuver des objectifs du projet de création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) à vocation économique sur ces terrains.

En tant que citoyen.nes, associations et collectifs actifs sur le territoire, nous souhaitons porter à votre attention les réflexions suivantes :

- Les projets de « loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets », dits loi Climat-Résilience, inspirés des propositions de la Convention citoyenne pour le climat, sont actuellement présentés par le Gouvernement et débattus au Parlement. Alors qu'ils abordent avec une acuité particulière les sujets liés à l'artificialisation des terres (qui tendent vers une zéro artificialisation nette des sols) et à la nécessité de résilience, les orientations proposées à la délibération du conseil communautaire sur la zone mentionnée ci-dessus, découlant d'un contexte politique, social et économique très différent de celui d'aujourd'hui, semblent les ignorer.
- A l'occasion des dernières élections municipales de 2020, deux initiatives citoyennes portées par nos associations, le « Pacte pour le Climat » et le « Manifeste pour la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller », ont rencontré un écho important auprès de nos concitoyen.nes et d'un certain nombre d'élus.
- Ces initiatives mentionnent clairement la nécessité de rendre notre territoire résilient face aux conséquences du dérèglement climatique sur les plans écologiques, sociaux et démocratiques.

- Depuis le début de l'année 2021, en concertation avec nos associations, le PETR soutient une démarche consacrée à la résilience alimentaire sur le périmètre des 19 communes de la CCRG, engageant de nombreux partenaires locaux dans la réalisation d'un état des lieux et dans la définition d'un plan d'actions à court terme. Les réponses aux questions relatives à la disponibilité des terrains agricoles, au transport des denrées produites, à leur transformation et aux circuits de distribution sont évidemment cruciales pour atteindre de résilience alimentaire.

Compte tenu de ces éléments, nous considérons que le projet en objet va à l'encontre des intérêts à moyen / long terme des habitant.e.s de la CCRG.

Il nous paraît nécessaire de prendre le temps d'avoir une réflexion approfondie sur le meilleur usage qui pourrait être fait de ces terres acquises par la collectivité.

Le contexte d'élaboration du PLUi et le projet de territoire qui lui est associé, la sensibilité accrue des habitant.e.s aux enjeux environnementaux et à la consommation locale ne font que renforcer notre conviction sur l'importance de cette réflexion.

En conséquence, nous vous demandons solennellement de bien vouloir suspendre ce projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) à vocation économique au lieu-dit Daweid à Issenheim.

Comme nous le faisons actuellement dans le cadre du PCAET du PETR, nous sommes prêts à être partie prenante de travaux qui conduiront à de nouvelles orientations pour ce projet, conformes aux enjeux de la résilience territoriale, dès aujourd'hui et pour les générations futures.

Nous sommes bien évidemment à votre disposition pour en échanger de vive voix et nous serions très heureux d'une prochaine rencontre.

Dans l'espoir d'une réponse favorable de votre part, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nos meilleures salutations écologiques,

Pour Florival En  
Transition  
Ludovic CIMETIERE  
[ludovic.cimetiere@free.fr](mailto:ludovic.cimetiere@free.fr)



Pour Alternatiba Soultz  
Bruneau POIGNANT  
[soultz@alternatiba.eu](mailto:soultz@alternatiba.eu)



Pour Alsace Nature  
Florival  
Hubert MARTIN  
[florival@alsacenature.org](mailto:florival@alsacenature.org)




Accusé de réception en préfecture  
068-246800569-20230209-CC230209-060200-DE  
Date de télétransmission : 20/02/2023  
Date de réception préfecture : 20/02/2023

Guebwiller, le 27 avril 2021

Ludovic.cimetiere@free.fr  
[soultz@alternatiba.eu](mailto:soultz@alternatiba.eu)  
[florival@alsacenature.org](mailto:florival@alsacenature.org)

Affaire suivie par Annick SCHERMESSE

Objet : votre courrier du 14 avril 2021

Messieurs,

J'ai pris bonne réception de votre courrier entré dans mes services le 15 avril dernier.

J'ai à nouveau pu prendre connaissance de vos différents arguments que vous aviez déjà évoqué dans vos courriers précédents.

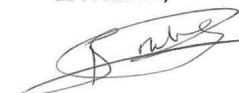
La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller fait le choix de privilégier le seul intérêt général de ses habitant.e.s en trouvant un juste équilibre entre les différents impératifs du territoire : offrir à nos concitoyens et à nos jeunes des perspectives d'emploi pour réaliser leur projet de vie tout en préservant notre environnement et notre cadre de vie.

C'est la raison pour laquelle, nous avons décidé de nous appuyer sur l'association PALME pour nous accompagner dans notre démarche de qualité environnementale pour la création de notre nouvelle zone d'activités économiques au lieu-dit Daweid. Ce point a d'ailleurs été adopté à l'unanimité lors du Conseil Communautaire du 15 avril dernier.

Je vous invite donc dorénavant à nous faire part de vos remarques lors de la concertation fixée par les textes en vigueur.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président,



Marcello ROTOLO

Copie :

- André Schlegel – Vice-Président du ressort



SIÈGE :  
1 rue des Malgré-Nous - BP 80114 - F-68502 Guebwiller Cedex  
Tél. 03 89 62 12 34 - Fax 03 89 62 12 20  
e-mail : [infos@cc-guebwiller.fr](mailto:infos@cc-guebwiller.fr) - Site : [www.cc-guebwiller.fr](http://www.cc-guebwiller.fr)

SERVICE ENVIRONNEMENT ET ATELIERS :  
13 rue de l'Électricité - F-68502 Guebwiller Cedex  
Tél. 03 89 28 59 90 - Fax 03 89 28 59 95  
e-mail : [environnement@cc-guebwiller.fr](mailto:environnement@cc-guebwiller.fr)

## Collectif « Action Climat Florival »

Agir localement pour la justice climatique

[action-climat-florival@laposte.net](mailto:action-climat-florival@laposte.net)  
<https://www.facebook.com/actionclimatflorival>

Guebwiller, le 02 décembre 2021

*A l'attention de Monsieur Marcello ROTOLO,  
président de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller,  
et de l'ensemble des élus communautaires,*

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Vice-Président.e.s  
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers communautaires,

Très récemment, la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG) et la commune d'Issenheim ont pris la décision de transformer des terres agricoles, destinées à produire notre nourriture, en espaces urbanisés, ceci en contradiction avec la mise en œuvre du principe de « zéro artificialisation nette des sols ».

*Action Climat Florival* est un collectif de citoyen.ne.s attaché.e.s à leur territoire. Nous voulons défendre notre lieu de vie et celui que nous léguons à nos enfants. Nous nous mobilisons pour arrêter ces projets inutiles et destructeurs. Nous demandons la sanctuarisation des espaces naturels et agricoles ainsi qu'un moratoire sur tous les projets d'urbanisation massive engagés actuellement, et à l'avenir, sur le ban de la commune d'Issenheim ainsi que sur l'ensemble du territoire de la CCRG.

Aujourd'hui, nous avons donc le plaisir de remettre à Monsieur le Président de la Communauté de Communes les 4000 premières signatures de notre pétition en ligne :

[https://agir.greenvoice.fr/petitions/stop-a-la-betonisation-des-terres-agricoles-du-florival?fbclid=IwAR0j0YNnIQHk\\_cJyC7MJCuNtLEpm\\_YQQ5TsmYWtRgIk\\_2eRRdyXC1Es0gX8](https://agir.greenvoice.fr/petitions/stop-a-la-betonisation-des-terres-agricoles-du-florival?fbclid=IwAR0j0YNnIQHk_cJyC7MJCuNtLEpm_YQQ5TsmYWtRgIk_2eRRdyXC1Es0gX8)

Lancée il y a trois semaines, notre pétition mobilise de plus en plus de citoyens de tous horizons, attachés à l'engagement contre les dérèglements climatiques et à la défense de l'intérêt général de la Planète.

Nous sommes convaincus que le Conseil Communautaire de la CCRG aura à cœur de relever avec nous les défis majeurs de la transition énergétique et écologique en accordant une priorité absolue à la préservation de nos espaces naturels et de notre potentiel agricole.

Avec nos meilleures salutations écocitoyennes,

*Les membres du collectif citoyen « Action Climat Florival »*

Accusé de réception en préfecture  
068-246800569-20230209-CC230209-060200-DE  
Date de télétransmission : 20/02/2023  
Date de réception préfecture : 20/02/2023

Annick SCHERMESSE

De: Economie  
Envoyé: lundi 24 janvier 2022 15:33  
À: action-climat-florival@laposte.net  
Objet: Réponse à votre pétition "Stop à la bétonisation des terres agricoles du Florival"  
Pièces jointes: Lt Collectif Action Climat Florival 17-01-2022.pdf

Bonjour,

Nous vous prions de trouver, ci-joint, la réponse du Président de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, Monsieur Marcello ROTOLO, à la pétition du Collectif « Action Climat Florival ».

Afin de faciliter nos échanges à l'avenir, pourriez-vous nous transmettre les coordonnées du représentant ou de la personne porteuse de ce collectif ?

Dans cette attente,

Bien cordialement,



Communauté de Communes de la Région de Guebwiller  
Service Economique - Pépinière d'entreprises du Florival  
7 rue de l'Industrie 68360 SOULTZ

03 89 62 17 70 - [economie@cc-guebwiller.fr](mailto:economie@cc-guebwiller.fr)  
<https://outdigital.com/CCRC/pepiniere/>

Guebwiller, le 17 janvier 2022

**COLLECTIF ACTION CLIMAT FLORIVAL**

*Action-climat-florival@laposte.net*

Affaire suivie par Annick SCHERMESSE  
N/Réf. : AS/MFa

Objet : votre pétition « Stop à la bétonisation des terres agricoles du Florival »

Mesdames, Messieurs,

J'ai pris bonne réception de votre pétition concernant votre opposition aux projets d'urbanisation sur la commune d'Issenheim et la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG).

Je tiens tout d'abord à relever que sur les 4 000 pétitionnaires, à peine 10 % sont réellement issus de notre territoire.

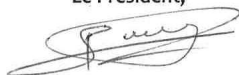
Concernant les projets d'habitats sur Issenheim, ceux-ci répondent à une très forte demande à laquelle il est nécessaire de répondre à la fois pour le développement de la commune, mais également celui de notre territoire. Je tiens d'ailleurs à préciser que cette urbanisation a quasiment été réduite de moitié par rapport au projet initial suite aux échanges avec les exploitants agricoles locaux. De plus, la CCRG n'a pas vocation à interdire les projets mis en œuvre par les maires sur leurs communes (dans le respect de la réglementation en vigueur bien évidemment).

Concernant la Zone d'Activités Économiques DAWEID, je rappelle tout d'abord que cette extension répond à un besoin de développement endogène et exogène des entreprises du territoire. Parallèlement, la CCRG traite également la question des friches et des dents creuses et les projets y sont nombreux. De plus, cette extension répond à un besoin criant d'emplois sur le territoire puisque, pour rappel, le taux de chômage de la CCRG est de deux points plus élevés que la moyenne départementale. Trouver un emploi sur le territoire limitera les déplacements et permettra de réduire l'empreinte carbone. Ce projet se fait une nouvelle fois en accord avec les exploitants agricoles locaux.

La CCRG s'implique ainsi, depuis de nombreuses années, dans une politique volontariste en termes de développement durable et de préservation de l'environnement, tout en offrant à ses concitoyens et à ses enfants des perspectives d'emploi et d'habitat durables pour réaliser leur projet de vie.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, mes sincères salutations.

Le Président,



**Marcello ROTOLO**  
Conseiller Régional

**SIÈGE :**

1 rue des Malgré-Nous - BP 80114 - F-68502 Guebwiller Cedex  
Tél. 03 89 62 12 34 - Fax 03 89 62 12 20  
e-mail : [infos@cc-guebwiller.fr](mailto:infos@cc-guebwiller.fr) - Site : [www.cc-guebwiller.fr](http://www.cc-guebwiller.fr)

**SERVICE ENVIRONNEMENT ET ATELIERS :**

13 rue de l'Électricité - F-68502 Guebwiller Cedex  
Tél. 03 89 28 59 90 - Fax 03 89 28 59 95  
e-mail : [environnement@cc-guebwiller.fr](mailto:environnement@cc-guebwiller.fr)

Accusé de réception en préfecture  
068-246800569-20230209-CC230209-060200-DE  
Date de télétransmission : 20/02/2023  
Date de réception préfecture : 20/02/2023

FLORIVAL EN TRANSITION – 7 rue Saint-Antoine - 68190 Raedersheim  
ALTERNATIBA SOULTZ – 5 rue de la fontaine - 68360 Soultz

**CCRG**  
- 6 MAI 2022  
**SECRÉTARIAT**

Monsieur Marcello Rotolo  
Président de la Communauté de Communes de la Région  
de Guebwiller  
1, rue des Malgré Nous  
68500 GUEBWILLER

Le 4 mai 2022

Monsieur le Président,

Après la délibération du Conseil Communautaire du 30 septembre 2021, chacune de nos associations, Florival en Transition et Alternatiba Soultz, vous avons adressé des courriers de recours gracieux, vous demandant de surseoir au projet de modification du PLU de la commune d'Issenheim, visant à créer un nouveau quartier résidentiel à Pflück, projet pouvant potentiellement artificialiser à terme plus de 9 hectares de terres agricoles.

Dans ces courriers, outre notre demande d'annulation de la délibération, nous vous faisons part de notre volonté de participer, aux côtés de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller et de tous les acteurs concernés, à la réflexion indispensable sur une stratégie et à la mise en œuvre de projets concrets pour aller sans tarder vers la résilience alimentaire à l'échelle de notre territoire.

Nous regrettons que vous n'ayez pas souhaité répondre par écrit à nos courriers, ni répondre favorablement à nos demandes de rencontre, ainsi que l'absence de réponse à notre courrier commun concernant le projet de ZAC au lieu-dit Daweid.

Vous avez choisi de développer la position de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller oralement en séance du Conseil Communautaire, soulignant pour le projet Pflück qu'il s'agissait d'une décision de la commune d'Issenheim, et rappelant notamment que « la CCRG ne bloquera jamais un projet mené par une commune ».

Si nous pouvons entendre certains de vos arguments, nous restons convaincu de la nécessité de revoir le modèle de développement de notre territoire dans les contextes climatiques et sociaux auxquels nous avons à faire face. La crise sanitaire d'abord, et aujourd'hui la guerre en Ukraine, ne viennent que confirmer l'importance d'anticiper, en particulier pour répondre localement aux besoins alimentaires des habitants, au plus près de là où ils vivent.

Nous souhaitons ici renouveler notre demande de mise en œuvre à l'échelle de la CCRG de résolutions tenant compte des vulnérabilités du système alimentaire contemporain face aux différentes crises systémiques, au changement climatique, à l'épuisement des ressources, à l'effondrement de la biodiversité, pour la justice sociale et environnementale.

Ce, en les inscrivant dans un projet de territoire ambitieux pour les générations futures.

Et en particulier, nous vous confirmons notre volonté de participer à l'élaboration et la mise en place d'un modèle intégrant les solutions propres à assurer la sécurité alimentaire sur notre territoire, avec une alimentation locale de qualité accessible à tous.

Nous le répétons, aucune occasion ne doit être laissée de côté pour « sauver » les terres agricoles de notre territoire car elles sont l'avenir. La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller se doit de prendre en compte la réalité d'aujourd'hui et préparer l'avenir du vivant sur son territoire.

Ainsi, vous comprendrez que nous ne pouvons que soutenir l'association Alsace Nature dans son récent recours contentieux à l'encontre de la délibération du Conseil Communautaire du 30 septembre 2021 approuvant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU d'Issenheim.

En espérant avoir l'opportunité d'en échanger avec vous de vive voix, nous vous adressons nos respectueuses salutations,



Pour Florival en Transition  
Gilles Bachelet



Pour Alternatiba Soultz  
Alain Diot



Vos réf. : 2022/21 - Groupe local Florival  
Siège du groupe : Maison Marguerite Kuentz - 1, rue Jean  
Moulin 68500 GUEBWILLER  
Suivi par : Hubert MARTIN, pilote du groupe  
Tél. : 03 89 76 31 48 - 07 71 83 93 06  
Courriel : florival@alsacenature.org  
Adresse postale : 71a, rue du Hilsenfirst 68610 LINTHAL  
P.J. :  
Objet : **Courrier relatif au projet ZAC Daweid**

alsace nature

Groupe Local  
Florival

Secrétariat général  
8 rue Adèle Riton  
67000 Strasbourg  
Tél : 03.88.37.07.58  
Fax : 03.88.25.52.66  
siegeregion@alsacenature.org

www.alsacenature.org

Accusé de réception en préfecture  
068-246800569-20230209-CC230209-060200-DE  
Date de télétransmission : 20/02/2023  
Date de réception préfecture : 20/02/2023

Partout où la nature a besoin de nous

Guebwiller, le 29 novembre 2022

**Aux maires, à Mesdames et Messieurs les  
élus communautaires de la Communauté  
de Communes de la Région de Guebwiller  
(CCRG)**

1, rue des Malgré-Nous  
68500 GUEBWILLER

Madame, Monsieur,

Le groupe local Florival de la fédération Alsace Nature souhaite se mettre en relation avec l'ensemble des élus communautaires de la CCRG dans le cadre des débats autour du projet d'aménagement d'une nouvelle Zone d'Activité sur le site du Daweid, commune d'Issenheim.

Le 20 septembre, la Coordination Départementale 68 d'Alsace Nature, réunie à Mulhouse, a exprimé, à l'unanimité, son opposition ferme et définitive à cette nouvelle perspective d'artificialisation des sols et d'urbanisation des terres agricoles de notre territoire.

Depuis plusieurs décennies, les instances intercommunales successives (SIVOM, District, puis ComCom) se sont hélas employées à remplacer les milieux boisés ou cultivés de l'entrée du Florival, garants de la cohésion des équilibres naturels et de l'harmonie des paysages, par des zones bâties à vocation économique ou résidentielle. Ces aménagements, grands prédateurs d'espaces et particulièrement inesthétiques, ont considérablement réduit la capacité de notre territoire à assurer la pérennité de ses écosystèmes et de leur biodiversité.

Alors que les dérèglements climatiques se multiplient et s'accroissent, alors que la France a connu cet été une succession de quatre canicules, nous sommes plus que jamais au cœur de l'urgence écologique. Cette situation impose à tous, et avant tout aux décideurs politiques, une responsabilité considérable pour la **gestion pérenne des ressources naturelles et la préservation de la Planète.**

Il serait donc particulièrement néfaste pour notre territoire et pour l'avenir de ses habitants que des terres agricoles fertiles, telles celles du Daweid, soient détournées de leur noble destination agricole et réduites à des espaces artificialisés, urbanisés, bétonnés, dévitalisés. N'oublions pas que nos champs, travaillés par des générations de valeureux paysans, sont destinés à **nourrir sainement la population** et non à alimenter les ambitions dévastatrices de promoteurs ou de collectivités. Les travaux menés par la commission « Autonomie alimentaire » du PETR Rhin - Vignoble - Grand-Ballon avaient abouti aux mêmes conclusions et avaient formulé diverses alternatives porteuses d'avenir et d'espoir.

Fidèle à ses engagements statutaires de 1965 au service de « *la protection de la nature, du développement de la biodiversité et de la sensibilisation à l'environnement en Alsace* », reconnue de mission d'utilité publique depuis 1994, notre association demande aux élus communautaires de la CCRG de **refuser fermement** cette fuite en avant qui entrainerait une nouvelle dégradation irréversible de notre territoire.

L'accélération du péril climatique ne permet plus à nos décideurs politiques de perpétuer les vieux schémas économiques obsolètes qui conduisent aujourd'hui notre civilisation consumériste à sa perte. Nul ne peut plus vouloir « aménager » SON territoire dans une démarche de repli égocentrique, sans accepter de tenir compte des impératifs de sobriété que nous impose **l'intérêt général de la Planète et de l'Humanité**.

Madame, Monsieur : nous vous demandons de tout mettre en œuvre pour empêcher résolument la concrétisation de ce malheureux projet et pour inscrire vos engagements écologiques dans le sens de l'Histoire. Le 10 septembre 2022, Monsieur Antonio GUTERRES, secrétaire général des Nations Unies, s'était indigné de l'indifférence des pays industrialisés face au changement climatique : « *C'est de la folie, c'est un suicide collectif* ». En novembre 2020 et octobre 2021, l'Etat français a été condamné à deux reprises par le Conseil d'Etat et le Tribunal Administratif de Paris pour son inaction climatique. Ne fermons plus les yeux, réveillons nos consciences...

Madame, Monsieur : il n'est pas trop tard ! En renonçant aux prédatations mortifères d'espaces naturels et en opérant une véritable bifurcation vers une « écologie intégrale », déjà préconisée par le pape François dans son encyclique « *Laudato Si* » de 2015, nous pouvons tous ensemble contribuer à la sauvegarde de notre maison commune. Les enjeux vitaux de la Planète interpellent sans cesse notre éthique : nous devons tout mettre en œuvre, jour après jour, ici et ailleurs, pour **sortir au plus vite et définitivement de l'hystérie dévastatrice de la sacro-sainte « croissance »**. L'avenir de nos espaces de vie, de nos territoires, de notre climat, de notre air, de notre eau, de notre santé, de nos enfants et petits-enfants, de notre Planète ne saurait plus tolérer la mainmise écocide de cette idéologie surannée, si destructrice pour la Vie.

Madame, Monsieur : nous sommes persuadés que, comme nous, vous ne souhaitez pas cautionner et accélérer ce « suicide collectif ». Alors, de grâce, ne cédon pas aux pressions des lobbies économiques et au chantage à l'emploi... Notre responsabilité à tous, et en particulier celle des décideurs, est de relever le défi de la conversion radicale à cette vertueuse révolution écologique et sociale qui, seule, parviendra à sauver notre Terre et notre Humanité.

**Nos enfants comptent sur vous, la Planète compte sur vous !**

Je vous prie d'accepter, Mesdames et Messieurs les maires et élus communautaires, nos meilleures salutations écocitoyennes.



Pour le groupe local Florival d'Alsace Nature :  
Hubert MARTIN, pilote-animateur

**Nouveau siège :**

Fondation Marguerite-Kuentz - 1, rue Jean Moulin 68500 GUEBWILLER (ancienne Sous-Préfecture)

Permanences : le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi du mois, de 9 h à 11 h (sur rdv au 07 71 83 93 06)

Réunion du groupe local : le 2<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> mercredi du mois, de 20 h à 22 h (horaires d'été : avril à octobre)

ou de 19 h à 21 h (horaires d'hiver : novembre à mars).